

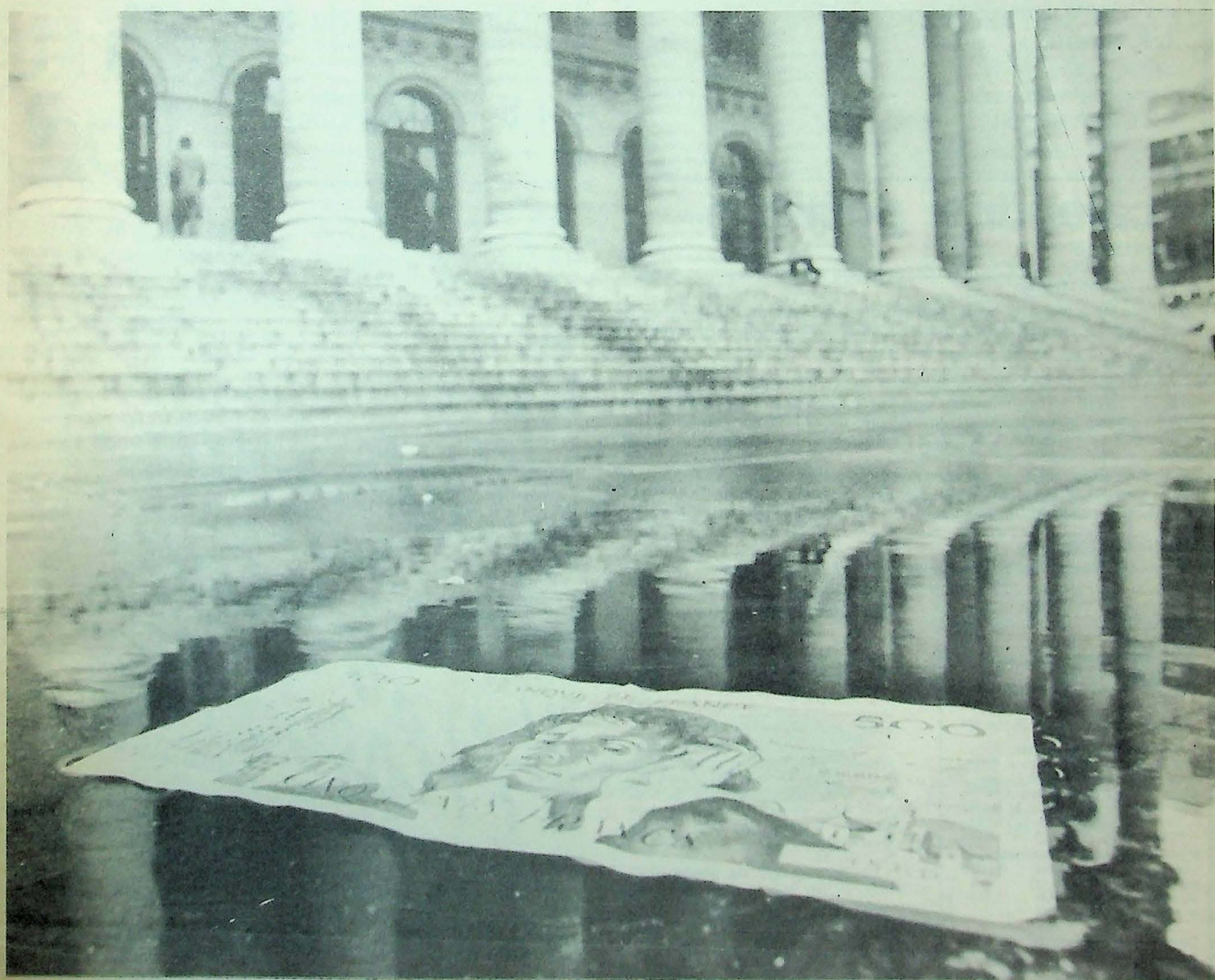
**Wilson : divorce
à l'anglaise**

n° 694 du 20 au 27 mars 1976 3 F 50
Hebdomadaire du parti socialiste unifié



Tribune

socialiste



le pouvoir flotte

Sommaire

CANTONALES

Rocard a-t-il entraîné des électeurs p 4

ECONOMIE

Le patronat et sa dévaluation p 5

POLITIQUE

Les USA et l'Europe : les points sur les i ... p 5

SOCIAL

Imprimeries : quelle stratégie ? p 6

Peugeot : les pots ne s'échappent pas p 7

L'agriculture : une affaire de salon p 10

DOSSIER

Grande-Bretagne :
pour qui sonne Big Ben p 8 et 9

ENSEIGNEMENT

Lycéens : la brèche p 11

Etudiants : rendez-vous après Pâques p 11

IDOLOGIE

Tchécoslovaquie :
les leçons d'un printemps p 12

CULTURE

Sélection radio-tv p 13

Demain, la fête p 13

INTERNATIONAL

Liban : la dernière carte p 14

calendrier politique

MEETINGS PSU

A Saint-Nazaire le 3 avril, journée de formation sur les problèmes agricoles avec Maguy Guillien.

A Dauphin les 3 et 4 avril, week-end régional de la région Provence avec Pierrot Régnier, Huguette Bouchardeau, Michel Fiant, Patrick Silberstein.

VIEILLESSE

Au mois de juin 1975 se réunissait à Paris un contre-congrès de gérontologie. Un travail de commissions rassemblait des personnes âgées, des travailleurs sociaux et tous ceux qui, de près ou de loin, sont amenés à se « coltiner » la vieillesse. L'absence d'information et de réflexion s'était posée sur « les problèmes des vieux ».

Aujourd'hui cette absence est comblée ; le premier numéro de **Mathusalem** le journal qui n'a pas peur des vieux, vient de paraître. Achetez votre numéro : 5 F, Abonnez vous 20 F — BP 202, 75866 Paris. Cedex 18.

MEETING ARMEE

A Villeneuve-Saint-Georges le dimanche 21 mars, avec Bertrand Jullien.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ

Direction politique : Alain TLEMEN

Ont collaboré à ce numéro :
M. Acident - JP. Cagnat - A. Chataigner - S. Depaquit - M. Desmoulin - T. Gilles - C. Goislot - L. Goldberg - J. Hubert - J. Jullien - MJ. Lemoy - M. Najman - A. Tlemcen - CM. Vadrod - C. Vancour - J. Hubert.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

avis de naissance

rouge est là

Ça y est ! Rouge Quotidien vient de sortir. Nous nous réjouissons, bien sûr, de cette parution car une contribution de plus à la presse révolutionnaire quotidienne n'est jamais de trop. Si le franc va mal, le franc et demi que vous verserez pour acheter Rouge Quotidien sera utile.

Le n° 1, malgré les imperfections dues au fait que nos camarades essaient les plâtres, contient de nombreuses informations bien agencées sur les douze pages du journal. Longue vie donc à Rouge.

Et puisque, pour durer, il faut de l'argent, nous publions donc l'encart humoristique que nous a adressé la LCR de Paris (c'est très sérieux, malgré tout et ça a bien lieu) :

« Tout le fatras, trotskiste enfin débarrassé, les trotskistes revendent tous leurs acquis inutiles. Aux puces rouges, salles du patronage laïque, 72, avenue Félix-Faure, Paris 15^e, m° Boucicaut, le samedi 20 mars de 11 h à 19 h organisé par la LCR de Paris pour soutenir financièrement le Quotidien Rouge ».

des sous des sous...

Nom :

Adresse :

Somme versée :

à l'ordre du PSU « Soutien TS » CCP - Paris 1402044

Tous ensemble nous ferons un nouveau journal !!!

● et abonnez-vous à TS...

Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

TS

9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



CRITIQUE SOCIALISTE

24

*Autogestions
Yougoslavie,
Algérie, Pérou
Rossana Rossanda
la révolution en Occident*

Au sommaire de Critique socialiste n° 24

- Problèmes de la révolution en Occident - Rossana Rossanda.
- Le XXII^e congrès du PCF - Victor Fay.
- L'autogestion en Yougoslavie : table ronde.
- La révolution péruvienne - interview d'H. Bejar par Maurice Najman.
- Algérie 75 - San Gile
- Liban : les raisons d'une guerre civile - Jean Jullien.
- URSS : comment amorcer le dégel - Yvan Craipeau.

Le numéro 12 F en vente et commandes : Librairie Syros - 9, rue Borromée Paris 75015 - CCP 19706 28 Paris.

Par les temps qui courent, il n'y a pas que le franc qui flotte. Nous assistons à un processus de dévaluation du pouvoir actuel : la sortie du franc du serpent monétaire a été annoncée, en catimini, après la soirée consacrée aux résultats électoraux. La réalité, c'est que la gauche a remporté un succès indéniable.

La campagne électorale n'avait pas empêché la lutte des travailleurs qui, sous le feu de l'ennemi, résistaient à l'offensive. Certes ces actions étaient surtout défensives pour le maintien du niveau de vie réel : les ouvriers ont défendu pied à pied leur rémunération. Les paysans, dont le revenu a baissé de plus de 17 %, refusaient d'être encore plus paupérisés par les trusts agro-alimentaires qui accumulent sur leur dos des profits considérables. Il y a eu aussi la résistance des fonctionnaires. Jusqu'aux étudiants qui refusent le sort de futurs chômeurs, auquel les vouent les projets de Haby-Soisson-Saunier Seït et consorts. Or les résultats des élections cantonales traduisent, de par une coloration nettement politique qui dépasse le problème de la gestion des départements, l'espoir que les travailleurs placent dans un changement. Ces cantonales en sont l'expression.

Majorité arithmétique, politique... et sociale

Il est donc probable que cette convergence de résistances de la part des travailleurs trouvera par ces résultats encourageants une motivation encore plus grande et annonce le passage à la contre-offensive.

Il y a quelque temps, Claude Estier félicitait le PCF d'avoir adopté la thèse de la « coïncidence entre majorité arithmétique et majorité politique ». Voilà qui est fait, ou presque. Et Georges Marchais l'a souligné. Mais se pose-t-on la question du contenu de classe de cette majorité ? Apparemment non. Or, à analyser les résultats, on en a une petite idée. Comme en 1936 en France, en 1973 au Chili, la progression de la gauche profite d'abord aux partis ouvriers et amenuise le poids des tendances bourgeoises alliées. Aux cantonales, les Radicaux de gauche ne profitent pas de cette progression d'ensemble. Les couches petites-bourgeoises ont préféré faire le saut vers le PS, et de façon marginale, vers le PC : s'intégrer directement à l'unité des travailleurs, sans passer par une représentation bourgeoise, fantomatique de surcroît.

C'est le développement de la lutte de classe, dynamisée par ces résultats, qui tranchera la question. Les récents propos d'Edmond Maire, déclarant que le mouvement syndical n'attendra pas les prochaines élections, indiquent que de plus en plus nombreux sont les travailleurs qui en sont conscients.

La crise du pouvoir bourgeois atteint donc une nouvelle phase qui rapproche le mouvement ou-

vrier français de ceux d'Italie, d'Espagne, du Portugal.

Toute la question est donc de ne pas opposer la mobilisation populaire aux perspectives de victoire électorale. Or, du côté de la gauche, il semble que la priorité soit donnée à ce qu'on peut appeler une querelle de primauté.

Outre les voix des ouvriers qui votaient notamment « gaulliste » et qui se sont portées sur lui, le PS a mordu incontestablement sur les couches centristes de la petite bourgeoisie, inquiètes de leur devenir économique et qui se sentent encore plus frappées par la dévaluation camouflée à laquelle a procédé Fourcade sur les ordres de son patron. Ce succès du PS entraînera inévitablement, à plus long terme, une différenciation politique en son sein, mais, surtout, cet apport électoral entraînera le parti de François Mitterrand à la modération et à la recherche d'un compromis pour ne pas effaroucher cette clientèle fraîchement acquise. Or celle-ci

est foncièrement anti-communiste.

C'est ce que n'a pas compris le secrétaire du parti communiste qui a tenu, au sujet du résultat des élections dimanche soir, des propos quelque peu outranciers et inopportuns. D'abord parce qu'il n'a pas mis l'accent sur l'avancée de la gauche et sur le score honorable de son parti, mais sur les bavures concernant la discipline de vote. Ensuite, et c'est plus grave, le PC n'admet pas la prépondérance du PS. L'*Humanité* du 16 mars en remettait encore : « sans le rôle prépondérant du PC, il n'y aura pas de victoire de la gauche ». A la fois une condition et une menace. C'est la prétention hégémonique du PC qui réapparaît. Dans tout ce remue-ménage, des mots d'union de la gauche ont quelque peu été estompés.

Possibilités révolutionnaires

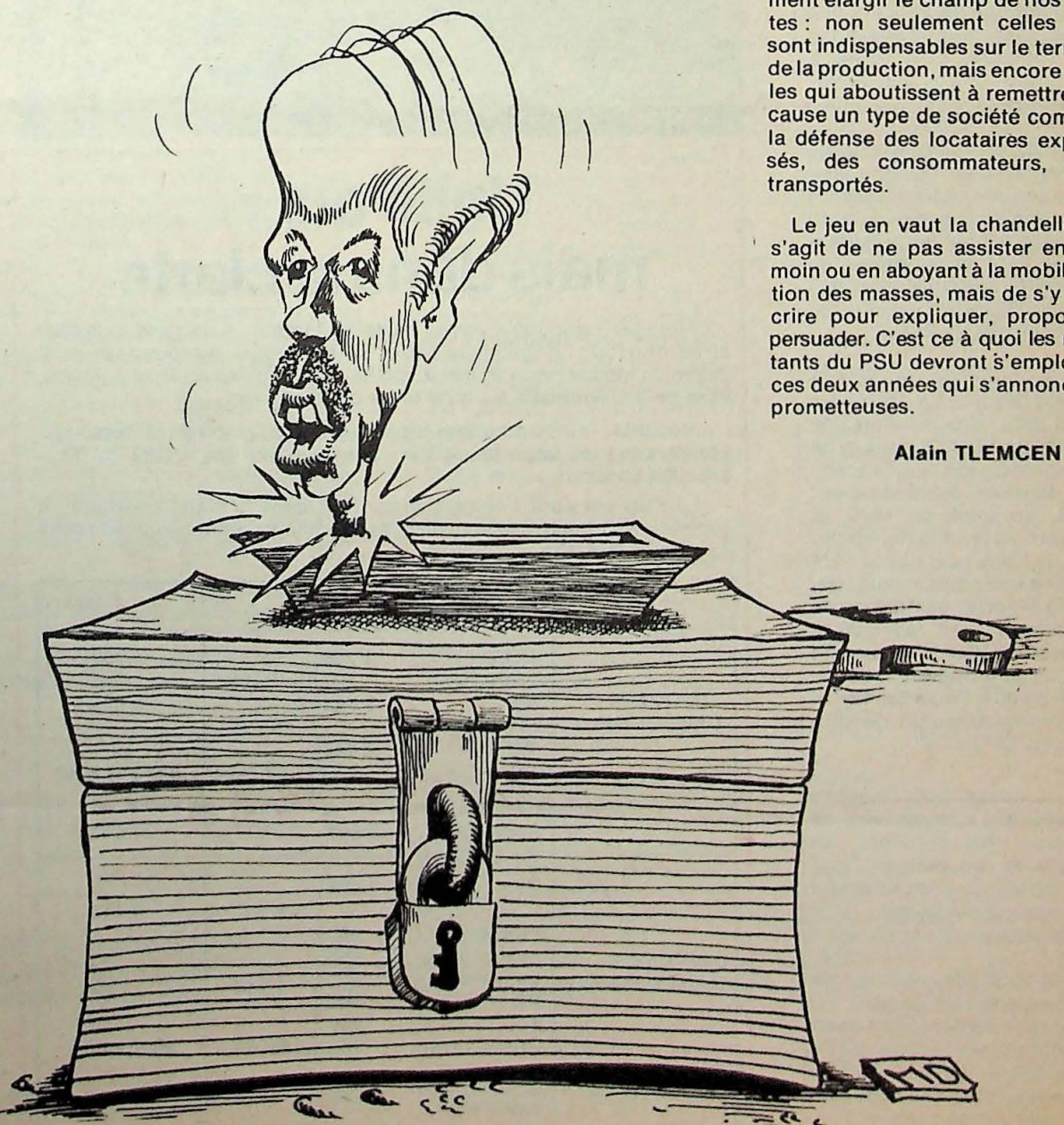
Dans les deux années qui viennent, les révolutionnaires doivent inscrire leur action dans l'espoir

soulevé auprès des masses populaires par ce succès de la gauche. Pour les révolutionnaires, c'est une chance à saisir mais ce peut être aussi un handicap. Un handicap, car sont moins écoutés ceux qui dans l'euphorie du succès annoncent déjà les impasses de la voie réformiste. Ceux qui estiment que le plan Mitterrand, même avec des divergences quant aux moyens, se situe exactement dans le même cadre que le plan Fourcade, et qu'on prend de grands risques sur le dos des travailleurs à ne pas remettre en cause un système que la gauche héritera alors qu'il sera bouffé par l'inflation du fait même des concessions salariales que le pouvoir aura à faire pour sauver les apparences. Sont moins écoutés ceux qui ont toujours pensé qu'on ne peut faire l'économie de l'affrontement avec la bourgeoisie. Ce handicap peut et doit être surmonté : la stratégie d'unité populaire du PSU offre précisément une autre issue que les comportements caricaturaux de ceux qui attendent en spectateurs l'échec des réformistes.

C'est aussi une chance à saisir. Le champ d'action des révolutionnaires devient immense. A propos des cantonales, le PSU avait déjà énoncé ses mots d'ordre de contrôle et d'autogestion. Mais, dans un contexte d'offensive générale des forces populaires mettant en cause encore plus directement le pouvoir, le succès de la gauche peut considérablement élargir le champ de nos luttes : non seulement celles qui sont indispensables sur le terrain de la production, mais encore celles qui aboutissent à remettre en cause un type de société comme la défense des locataires expulsés, des consommateurs, des transportés.

Le jeu en vaut la chandelle. Il s'agit de ne pas assister en témoin ou en aboyant à la mobilisation des masses, mais de s'y inscrire pour expliquer, proposer, persuader. C'est ce à quoi les militants du PSU devront s'employer ces deux années qui s'annoncent prometteuses.

Alain TLEMCEN ■



Rocard a-t-il entraîné des électeurs ? (ou en a-t-il suivi d'autres ?)

○ Pour les trois départements de la petite couronne parisienne (92,93,94), le PSU était présent dans 42 cantons sur 66 soumis à renouvellement. C'est dire qu'une statistique significative pour cette région peut être dégagée des résultats du 7 mars.

C'est au total 14 572 voix qui se sont portées sur les candidats PSU, soit 3,27 % des suffrages exprimés. Ces résultats appellent plusieurs remarques. Comme partout en France, mais certainement plus qu'ailleurs, ces élections ont constitué dans la région parisienne un affrontement politique dont on ne saurait sous-estimer l'importance. Elles ont d'abord été dominées par la volonté des travailleurs de battre le pouvoir. Mais les élections cantonales ont aussi très fortement été marquées par la lutte PC/PS pour s'assurer une position dominante au sein de la gauche. La presse, la radio et la télévision, ont largement et uniquement développé ces dimensions, certes essentielles, de la bataille électorale.

C'est dans ce contexte que le PSU a présenté ses candidats, ce qui souligne que les votes qu'il a recueillis sont ceux d'une affirmation politique, d'un courant, puisqu'il ne s'agissait pas de voter « efficace ».

La question qui vient aux lèvres concernant ce courant tient, bien évidemment, à l'histoire récente du PSU : après l'absence du parti dans la bataille pour les présidentielles de 1974 et le départ de l'ex-majorité conduite par Rocard vers le PS, où en est, électoralement parlant, le PSU ?

Il faut évidemment procéder à des comparaisons. La presse les a faites à partir des résultats des cantonales de 1970. Or ceux-ci ne sont d'aucune aide pour répondre à la question précédemment soulevée. En effet, en 1970, et singulièrement pour la région parisienne, le PS n'existait pas et la SFIO était à son point le plus bas. Neuf mois avant les cantonales de 1970, Defferre avait fait 5,06 % aux présidentielles ! Mitterrand ne réussira son opération sur le PS qu'un an plus tard à Epinay, et le Programme commun ne sera signé qu'en 1972.

C'est la raison pour laquelle nous prendrons comme base de comparaison les élections de 1973, même si celles-ci ne correspondent pas exactement aux mêmes découpages. (Voir tableau au-dessus de la photo).

Ainsi se vérifie le maintien de l'influence électorale du parti, ou peut-être sa reconstruction et sa réaffirmation après la crise qui l'a secoué au lendemain de l'élection présidentielle de 1974. Le courant qu'il représente est durablement inscrit, même si c'est encore trop

faiblement. Finalement il se pourrait bien, au vu des résultats, que Rocard n'ait pas tellement entraîné d'électeurs du PSU vers le PS. On a plutôt l'impression qu'il a suivi avec deux ans de retard ceux qui nous ont quitté avant 1973.

Ajoutons qu'au second tour le PSU a été présent : il s'est désisté ou a affirmé son soutien dans de nombreux meetings unitaires de

la gauche. Les orateurs y ont nettement exprimé la politique du parti. Dans divers cantons, son soutien a même été nécessaire pour assurer la victoire du candidat de gauche le mieux placé. Tel est notamment le cas d'Aulnay-sud, de Boissy-Saint-Léger, de Chennevières-sur-Marne, de Créteil-nord, de Levallois-sud et de Sèvres.

Serge DEPAQUIT ■

	Cantonales 1973	Législatives 1973	Cantonales 1976
92	1 canton	3 %	4,50 %
93	12 cantons	2,52 %	3,44 %
94	10 cantons	2,61 %	4,17 %
général	23 cantons	2,58 %	4,02 %
			3,27 %



Unité oui, mais dans la clarté

Limoges-Laudouge, Joinville (Haute-Marne), deux candidats PSU au second tour. Longequeue, maire PS de Limoges, attaque notre parti devant la justice bourgeoise ; Laporte, patron d'entreprise à Joinville, licencie les syndicalistes qu'il traite de fainéants.

Résultat : le PSU double et triple ses voix (voir tableau ci-dessous) : Longequeue et Laporte ne font pas le plein des « voix du Programme commun ».

Le PSU est pour l'unité, certes, mais dans la clarté politique : il semble qu'à Limoges et Joinville, les travailleurs aient compris le sens de notre démarche.

Cantons	1er tour	2ème tour
LIMOGES-LAUDOUGE	UDR 1 258	1 704
	mod-maj 197	
	PS 3 649	
	(Longequeue) 5 794	
	PC 2 145	
	PSU 449 (5,83 %)	827 (10,9 %)
	exprimés 7 698	7 586
JOINVILLE HAUTE-MARNE	RI 1 524	2 114
	mod-maj 690	
	MRG 459	
	Laporte 399	799
	PS 356	
	PC 356	
	PSU 189 (5,22 %)	555 (16 %)
	exprimés 3 617	3 468

La Réunion des cantonales très politiques

Menaces verbales, agressions physiques contre les candidats, hommes de main du pouvoir, fraude à grande échelle... La Réunion a retrouvé depuis quelques jours le bon vieux climat de violence ouverte des périodes électorales...

« Dans ce pays, la bataille ne se situe certainement pas entre des Noirs et des Blancs. Il y a des Blancs riches et des Blancs pauvres, des Noirs riches et des Noirs pauvres et chacun sait où se trouvent ses intérêts de classe. » Cette phrase — prise à la volée, au cours d'un meeting autonomiste, dans le sud de l'île — révèle un climat politique bien particulier. La Réunion est une société multiraciale. Les manifestations ethniques y sont toujours délicates à déchiffrer. La droite, en la personne d'un sénateur d'origine indienne, n'a pourtant pas hésité à manier les leviers de la pire démagogie raciale. Si elle espérait dans ce canton de Saint-Pierre semer la confusion et compromettre la réélection du conseiller sortant, Paul Vergès, secrétaire général du parti communiste réunionnais, on peut dire qu'elle y a réussi ; celui-ci n'est pas réélu.

Pourtant, la bataille électorale qui se déroulait dans les 18 cantons était avant tout une lutte de masse. La démarcation des forces en présence est d'une rafraîchissante simplicité. D'un côté une droite coloniale, alimentaire, se regroupant cahin-caha derrière les traces indélébiles de l'inévitable Michel Debré et dans laquelle les querelles intestines entre Giscardiens et UDR, jeunes loups et vieux colons, sont de moins en moins feutrées. Dans l'autre camp, une gauche autonomiste et populaire, entraînée par le parti communiste et qui, au cours de ces dernières années, a su unir les masses dans des luttes autant politiques que revendicatives. Entre les deux camps, quelques rêveurs de la troisième force et un courant de socialistes ambigus manquent cruellement d'ancrages populaires.

Ces cantonales ont été, dans une large mesure, un premier tour des municipales, notamment dans les deux principales villes, Saint-Denis et Saint-Pierre. Lors des présidentielles, la gauche a remporté la victoire à La Réunion. Aujourd'hui le pays se débat dans les filets de la double crise capitaliste et coloniale dont les effets sont explosifs. Marée de 60 000 chômeurs, sur une population de 480 000 habitants, hausse des prix, ruine de la production locale, supermarché tropical de la consommation, militarisation accélérée, dans le cadre de la stratégie préconisée par les Américains, d'un point d'appui des forces françaises dans l'océan Indien. Paupérisation des masses sous-prolétariées, parasitisme provocateur d'une couche de privilégiés ; la société départementaliste est dévorée par les contradictions.

Quel que soit le caractère décevant de ces élections, elles ne changent rien au fait que le pays est parvenu à un réel point de rupture.

Correspondance ■



Le patronat a sa dévaluation

Une fois de plus, le franc flotte. Pour savoir combien il faut de francs pour acheter des marks ou des francs belges, il faut chaque jour consulter la presse.

L'entente franco-allemande pour cogérer l'Europe capitaliste perd un de ses rares points d'application. Giscard et Schmidt pensaient au moins maintenir un semblant d'ordre monétaire dans la petite Europe des pays « solides ». En réalité, le franc était accroché à une zone mark.

Pour que cela réussisse, il aurait fallu que l'économie française ait la même solidité que l'allemande. La confiance dans le mark est fondée sur la puissance de l'industrie d'outre-Rhin mais, également, sur l'aptitude de nos voisins à limiter la montée des prix.

En France, on est bien loin d'obtenir ces résultats. En dépit des rodonnades de Fourcade, l'inflation est encore deux fois plus forte qu'en Allemagne de l'Ouest. Quant à l'industrie française, elle montre toutes ses faiblesses. Le franc n'a été solide que grâce à la crise. La politique d'austérité, en cassant le pouvoir d'achat des masses, avait permis de réduire nos importations, donc les sorties de devises étrangères. Il aura suffi d'un début de reprise pour que les achats à l'étranger repartent en flèche.

Mais le patronat a vu là une bonne occasion. Depuis plusieurs mois, il mène une campagne contre le niveau du franc au sein de l'Europe monétaire. En clair, cela signifie que les prix français sont trop élevés pour pouvoir vendre facilement et avec bénéfice sur les marchés étrangers. En diminuant la valeur du franc, comme en 1969, on permet à chaque exportateur, ou de gagner plus d'argent (puisque chaque fois qu'il ramène des monnaies étrangères, il peut les vendre plus cher contre des francs), ou de vendre plus en baissant son prix à l'étranger tout en gagnant autant de francs par produit vendu.

Alors, les sociétés françaises ont commencé à manœuvrer contre le franc. Bientôt il a fallu que la Banque de France soutienne les cours de notre monnaie (en achetant des francs au cours officiel). Le moins que l'on puisse dire, c'est que le gouvernement ne s'est pas accroché très fort. Il aurait pu durcir le contrôle des changes, menacer les spéculateurs, emprunter des monnaies fortes étrangères, tancer les banques.

Il a tenu un peu, puis s'est vite résigné à ce que souhaitait le patronat. Les mauvais esprits ont remarqué qu'il a tenu jusqu'au second tour des cantonales, et pas un jour de plus.

Il est vrai que les résultats des cantonales ne l'ont pas aidé. On observe que des capitaux partent peureusement vers la Suisse. Déjà, la montée de la gauche sème l'effroi chez les possédants.

Jacques HUBERT ■

les USA et l'Europe

les points sur les i

Henry Kissinger a donc tenu à mettre les points sur les i, à l'intention de ceux qui auraient pu s'y méprendre : les déclarations du général Haig, celles de Gerald Ford, les démarches de l'ambassade américaine à Paris, n'étaient ni des bévues, ni des gaffes, ni des maladroites. « **Personne ne peut s'attendre à ce que la participation au pouvoir des partis communistes en Europe n'intéresse pas le gouvernement américain.** »

En quelques semaines, on est donc passé des « conseils de prudence » à l'avertissement (sans frais) assorti de menaces à peine voilées. Et les élections législatives sont pour 1978 !

Cette précipitation peut surprendre, et certains y verront un effet, finalement secondaire, de la campagne des présidentielles américaines. La position de Ford, talonné par son adversaire de droite Reagan, est plutôt précaire et Henry Kissinger, dont le maintien à la tête de la diplomatie américaine devient hypothétique, peut être tenté de jouer son va-tout, à coups de déclarations tonitruantes sur le maintien de l'influence US dans le monde.

D'ailleurs, font remarquer certains éditorialistes, de quoi s'inquiète donc tant le secrétaire d'Etat ? Les communistes italiens n'ont-ils pas multiplié les déclarations rassurantes sur le maintien de l'Italie dans le système d'alliances actuel et même au sein de l'OTAN ? Le PC français n'a-t-il pas signé le Programme commun qui exclut un retrait éventuel de l'Alliance atlantique, et dont les propositions de politique internationale ne vont guère au-delà d'un gaullisme de gauche favorable à la détente ? Gaston Plissonnier n'a-t-il pas tenu, lors du congrès du PC de l'URSS, à préciser que son parti n'était pas forcément en accord avec la politique étrangère soviétique ?

Kissinger a répondu par avance à ces arguments : s'ils arrivaient au pouvoir, les PC occidentaux accorderaient « inévitablement » un intérêt secondaire à la « défense de l'Occident » et au maintien du « rapport mondial des forces » ; ils seraient tentés

d'orienter leurs économies vers l'Est et de se rapprocher des pays non alignés.

On ne peut être plus clair : les PC occidentaux sont par nature suspects, en dépit de leur politique réformiste, pour la simple raison qu'ils incarnent, quoi qu'ils fassent, des intérêts qui ne sont pas ceux de la bourgeoisie. Le stalinisme les a, certes, écartés de la voie révolutionnaire, mais il les a aussi préservés de l'intégration au système politique et social bourgeois : voilà précisément ce qui motive l'extraordinaire effroi qui saisit les milieux dirigeants à la perspective de voir des gouvernements à participation communiste en Europe.

L'impérialisme américain peut, à la rigueur, y accepter un réformisme bourgeois, il n'y tolérera pas un réformisme ouvrier. L'enjeu est trop important : le statu quo en Europe est la clef de voûte de tout « l'équilibre mondial des forces ».

Sur ce point, l'accord est d'ailleurs total entre Kissinger et Brejnev. Ni l'un ni l'autre n'accepteront sans réagir un bouleversement social en Europe du Sud, parce qu'il ébranlerait la domination de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne dans le monde.

Voilà donc la gauche française avertie : tout sera fait pour l'empêcher d'accéder au pouvoir, et pour l'abattre si elle y parvient. La bourgeoisie et l'impérialisme américain disposent, à cet effet, d'un arsenal de moyens étendu et bien rôdé. Les multinationales ont une puissance économique et financière redoutable. Il faudra y faire face. Comment ?

La gauche peut être tentée de mettre de l'eau dans son vin, d'émasculer son propre programme : elle courrait alors plus sûrement à sa perte. Face à la formidable puissance des intérêts capitalistes, il existe aussi la puissance, non moins formidable, de la mobilisation ouvrière et populaire, à l'échelle nationale et internationale. Il serait temps d'y songer.

Léo GOLDBERG ■

psu documentation

Vient de paraître :

N° 100 - 101 Chili 1970-1973 Les femmes dans l'unité populaire	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 103 / 105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00

Numéros disponibles :

N° 98 - 99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 96 - 97 Le Syndicat de la magistrature	4,00

N° 94 - 95 Militier contre le militarisme, fascicule 2	4,00
N° 92 - 93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 86 - 87 - 88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 56 - 57 Sionisme et libération	4,00
N° 52 - 53 - 54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 27 - 28 - La crise du système monétaire international	2,00
N° 26 Rosa Luxembourg	1,00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse	2,00

Abonnement 20 n° 30,00

A adresser à :

Editions Syros, 9 rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19706 28 Paris.

quelle stratégie ?

25 imprimeries représentées, une soixantaine de participants : la rencontre nationale des travailleurs du Livre des 13 et 14 mars est fille des mini-Lip qui s'étaient réunis en octobre à Besançon.

La résistance aux licenciements est grande dans le Livre (15 imprimeries occupées). Mais ce n'est pas l'accumulation d'occupations ou de conflits localisés qui peut entraîner un rapport de forces suffisant pour remettre en cause le plan Lecat qui prévoit 20 000 licenciements jusqu'en 1980 (un travailleur du Livre sur cinq). Ce n'est pas non plus une tactique de harcèlement qui se traduit par des arrêts de travail limités, répétitifs et programmés longtemps à l'avance, qui peut amener ce rapport de forces pour l'ensemble de la profession.

Toute cette tactique de pression-négociation n'est pas de mise à l'heure actuelle : elle démoralise les travailleurs les plus atteints par la crise capitaliste et donne bonne conscience à ceux qui veulent laisser passer l'orage aux moindres frais. La division s'installe. Les patrons et le pouvoir s'en servent en utilisant, si besoin, la répression.

La rencontre a été l'occasion de remettre en question la politique corporatiste, paritariste et de compromis, notamment de la FFTL, mais aussi des autres organisations syndicales du Livre

(ne parlons pas de FO qui a carrément pris le parti des patrons), ainsi que la stratégie qui sous-tend le Programme commun par ses aspects évidemment électoralistes.

Les participants ont insisté sur la nécessité, particulièrement ressentie en province, de rechercher le soutien des travailleurs des autres branches d'industrie (chaussure, marins-pêcheurs...) pour créer un rapport de forces avec la bourgeoisie locale. De même, a été réaffirmé le soutien à l'utilisation, par les travailleurs, de « l'arme de la presse » (comme **Ouest-Licenciement**). L'axe fondamental vers lequel doivent converger tous les efforts est la **grève générale reconductible** dans le Livre. Il reste que, dans l'état actuel des choses, le soutien et la popularisation des conflits en cours doivent se poursuivre plus que jamais, car toute défaite partielle est une défaite pour l'ensemble.

Pour la poursuite de ces deux objectifs, un bulletin périodique national servira de lien entre les participants de la rencontre et tous ceux qui, sur la base de la résolution générale, voudraient y collaborer.

Une plate-forme d'objectifs revendicatifs a été mise en avant : réduction du temps de travail sous toutes ses formes mais, en particulier, semaine de 35 heures ; embauche des intérimaires ; reconversion sur le matériel moderne ; salaire minimum à 2 000 F ; augmentations non hiérarchisées, etc. Mais dans la phase actuelle de restructuration capitaliste (qui aggrave les divisions entre les travailleurs et les immigrés, les jeunes, les femmes, les intérimaires) les revendications doivent être unifiantes.

C'est dans ce cadre qu'un débat a eu lieu sur la place des travailleurs venant d'un autre secteur que le Livre, alors que des ouvriers du Livre sont au chômage. De ce débat, est ressortie l'idée qu'il fallait revendiquer l'embauche prioritaire des chômeurs mais que, parallèlement, les travailleurs faisant les mêmes travaux devaient revendiquer les mêmes salaires et les mêmes conditions de travail.

Un long débat sur le travail dans les syndicats a repris, d'une façon plus pratique et plus détaillée, toute l'analyse générale de la crise, des stratégies et des pratiques syndicales ; démocratie ouvrière, démocratie syndicale, assemblées générales souveraines, place de l'interprofessionnel, stratégie du Programme commun, unité populaire, problème de l'illégalité et de la violence de masse, quelle appartenance syndicale choisir et en fonction de quels critères ?

A propos des titres français imprimés à l'étranger et de leur rapatriement revendiqué par la FFTL, les participants de la rencontre n'ont pas nié le fait que les patrons et le pouvoir organisent la fuite des travaux pour démoraliser les travailleurs : ils préconisent, en conséquence, des formes d'action comme celles employées par les travailleurs belges pour le **Parisien** et par les postiers français, sans toutefois revendiquer le « rapatriement » qui est un objectif chauvin. Cette rencontre a aussi mis en avant la nécessité d'une liaison directe entre travailleurs pour briser l'habitude des représentations parlementaires par les élus du personnel ou de comités d'entreprise.

Cette première rencontre de la gauche ouvrière dans le Livre est riche de promesses. Et, fait important, elle a échappé aux divisions qui auraient pu provenir des appartenances politiques diverses des participants, grâce à un travail commun à la base sur des objectifs décidés collectivement.

Peut-être pas l'orage, mais...

Nous parlions dans TS n° 692 de situation orageuse en Haute-Savoie. Jusqu'à septembre 1975, la crise du capitalisme n'avait guère touché massivement ce département. Des luttes ouvrières comme celles de Ronson (à Saint-Julien en Genevois) ou de Gambin (Viuz en Sallaz) en mai 1975 n'avaient été, en fait, que des signes précurseurs.

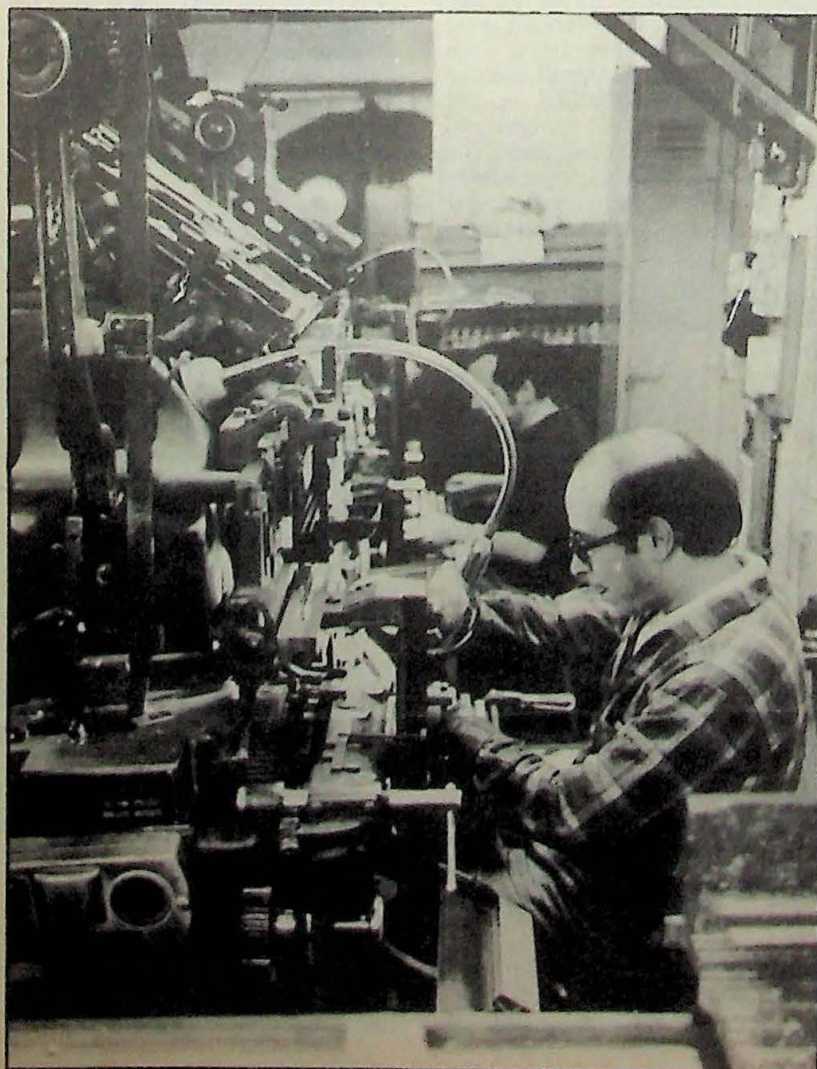
Aujourd'hui, nous y sommes. Les licenciements s'accumulent (les derniers : 50 % du personnel de Mécatec à Annemasse et 14 licenciements chez Brown-Fintube à Thonon-les-Bains) ; les règlements judiciaires aussi : Gambin, Buchillon et Stouff pour la seule ville d'Annemasse. C'est dans le secteur de la machine-outil que les coupes sombres sont les plus nombreuses.

Le chômage continue donc de s'accroître : 328 % d'augmentation en un an et demi. Le Bureau international du travail recense 10 000 chômeurs en Haute-Savoie. De nombreux frontaliers qui travaillaient en Suisse (Genève, Lausanne) sont retournés dans leur région d'origine. Il y a quatre mille appartements vides à Annemasse.

Un journal pirate

Mais, face à cette situation, les travailleurs ripostent : depuis six mois, les conflits se multiplient : 32 dont 26 dans la métallurgie ; grève à RVL (Roch Vincent Louis), une entreprise de décolletage de Cluses ; occupation des laboratoires Aspro-Nicholas à Gaillard.

Le conflit le plus important a été sans conteste celui de la SNR (Société nouvelle de roulements à billes) à Annecy (voir TS n° 691 et 692). Après 25 jours d'occupation, les 400 ouvriers ont repris le travail lundi dernier, mais d'autres ailleurs, dans la région, continuent à se battre. Chez Gambin toujours occupé, en liquidation judiciaire depuis janvier dernier, l'idée de la vente sauvage des machines fait son chemin. Chez SPEA, une imprimerie occupée depuis trois mois, les travailleurs viennent de sortir un journal-tract pirate de l'Essor Savoyard, principal hebdomadaire local. Ce numéro de 14 pages évoque toutes les luttes de la région. Caron-Ozanne et Ouest-Licenciements ont donc fait école. La fédération du PSU bien entendu soutient activement toutes ces initiatives.



brèves sociales

● Parly II : un soutien important

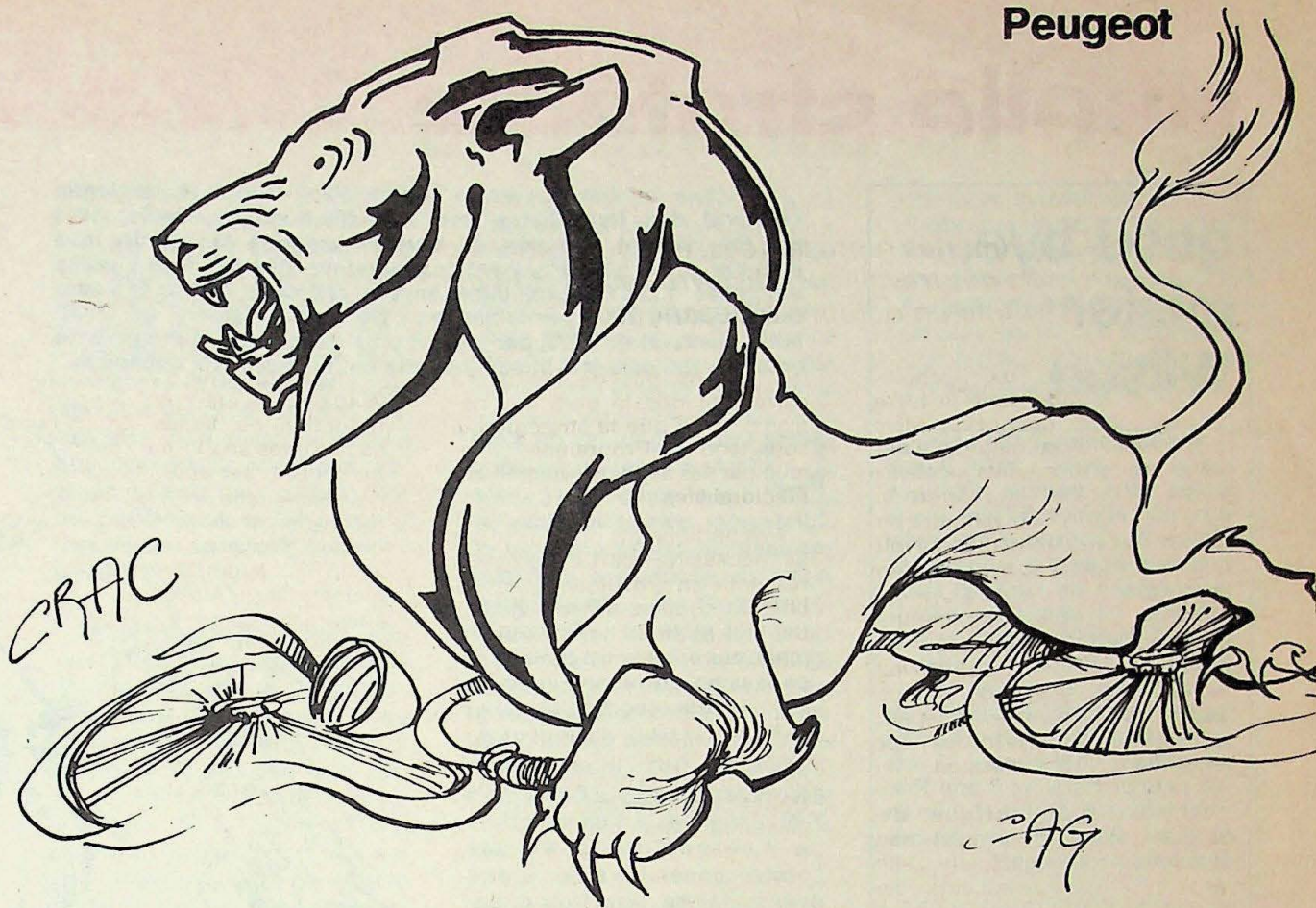
Dixième jour de grève au Prisunic. Malgré les pressions de la direction, le mouvement est suivi à 95 %. L'unité populaire pour le soutien à la lutte s'organise. Les unions locales CGT et CFDT, le SNES, le PSU, le PS, le PCF, les APF et la fédération Cornec participent à la popularisation. Des quêtes et distributions de tracts sont organisées dans les localités avoisinantes. Dans sa grande majorité, la population s'informe et soutient les grévistes. Ceux-ci sont déterminés à mener leur lutte jusqu'à l'obtention de leurs revendications de salaire, et de conditions de travail. Une vendeuse de première année à Prisunic gagne 1 385 F brut en 1976...

● Rhône-Poulenc-Textile : survie pour qui ?

Le comité d'entreprise s'est vu confirmer, lundi, l'annonce de 515 licenciements à l'usine de Péage-de-Roussillon dans l'Isère. Depuis des mois, les ouvriers se battaient pour la sauvegarde de l'emploi (grève et manifestations se sont succédées en février). En fait, ce n'est pas seulement Péage-de-Roussillon qui est visé, puisque la restructuration du groupe pourrait entraîner 4 à 5 000 licenciements, aussi bien dans la chimie que dans le textile. Le soir de l'annonce des 515 licenciements à Péage, les ouvriers ont séquestré deux directeurs. Mardi, la situation est devenue encore plus tendue : dans les 18 usines du groupe R-P-T, la grève était totale. L'usine de Péage était occupée. Il y a trois ans déjà, les syndicats avaient souligné la nécessité de reconvertir la production d'acétate. Les travailleurs exigent donc et continueront d'exiger la garantie de l'emploi sur place. Ils se battent contre le démantèlement.

● Thomson-Brandt : un petit jeu

A Chauny (Aisne), les ouvriers exaspérés par les réductions d'horaires, les cadences, la remise en cause des avantages acquis, le blocage des salaires, occupent l'usine depuis le 2 février. Ils exigent des négociations sur la garantie de ressources, le pouvoir d'achat, la réduction du temps de travail indemnisée, etc. La direction veut laisser pourrir le conflit comme elle l'a déjà fait à Méru. Mais, à ce jeu-là, les patrons ne gagneront pas toujours...



les pots ne s'échappent pas

Pendant une semaine, les ouvriers des cycles Peugeot à Beaulieu-Mandeure (Doubs) ont occupé leur usine. Depuis le début du conflit, la CGT et la CFDT ont proposé de négocier, mais la direction a refusé toute discussion sérieuse en n'accordant que les 2 % d'augmentation déjà prévus. Au contraire, elle a, selon les méthodes qui lui sont chères (milices et compagnie), tenté le coup de force. Le 8 mars, cent cadres et hommes de main ont enfoncé la portière centrale. Personne ne les a suivis.

On comprend les angoisses de la direction : en bloquant la production de cycles et l'acheminement des pièces détachées (les pots d'échappement notamment), les ouvriers font perdre à Peugeot dix millions de francs par semaine de grève. La direction pense donc jouer une autre carte : le pourrissement du conflit. Tout au long de la semaine dernière, elle a cherché à faire fabriquer ailleurs les pièces manquantes pour les chaînes de montage de l'usine de Sochaux. Pour l'instant sans succès, mais l'objectif reste : arracher aux grévistes leur moyen de pression et les démoraliser.

intoxication

Parallèlement, une vaste campagne d'intoxication contre la grève a été entreprise auprès des commerçants, des prêtres, des élus. Des meetings antigreve sont organisés aux abords de l'usine occupée.

Si Peugeot refuse de céder, quitte à perdre de l'argent, c'est que l'enjeu dépasse largement le cadre de l'usine de cycles de Beaulieu. 50 000 personnes travaillent dans le holding Peugeot. Dans le secteur cycle, les ventes ont augmenté de 15 % en un an, les tarifs de 5 %. Dans le secteur

automobile, la situation des ventes se redresse et les prix ont eux aussi considérablement augmenté.

Or, dans la même période, on a assisté à une accentuation de l'exploitation. Ainsi, dans le secteur des cycles, la production est restée la même avec près de 700 travailleurs en moins. A Sochaux, où l'augmentation moyenne des salaires a été de 11,5 % en 1975, la direction, comparant ce chiffre avec l'indice INSEE (9,6 %), annonce, sans rire... une progression du pouvoir d'achat de 2 %. Le mécontentement existe donc dans toutes les usines. Une victoire ouvrière à Beaulieu pourrait déclencher la combativité partout, malgré la répression et les sanctions quotidiennes contre les militants.

vers la guerre d'usure ?

Pour éviter que les manœuvres directoriales atteignent leur but, l'unité dans la lutte est indispensable. Il serait donc souhaitable que l'ensemble des tâches, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'usine de Beaulieu, soit pris en charge intersyndicalement.

Pourtant, les syndicats sont parfois intervenus en ordre dispersé. Ainsi la CFDT est allée

seule faire de l'information aux portes des autres usines du groupe et la CGT a organisé seule des délégations auprès des directions.

La participation du plus grand nombre à l'action doit être aussi une préoccupation permanente, ce qui n'est pas toujours facile dans une usine de 5 500 salariés. L'appel aux inscriptions pour les piquets de grève ne suffit pas. Il faut faire en sorte que l'action, mais aussi les décisions, soient prises en charge par tous les travailleurs en lutte. Une organisation démocratique de l'action, atelier par atelier, aurait peut-être favorisé la mise dans le coup du plus grand nombre.

Cette exigence est devenue plus urgente avec le rebondissement du conflit mardi dernier. Les syndicats avaient accepté, lundi, un compromis pour que commencent des négociations : l'occupation cessait mais la direction s'engageait à ce que, jusqu'à 22 heures, aucune pièce ou machine ne sorte de l'usine. Cette preuve de « bonne volonté » syndicale, pour risquée qu'elle soit, visait à éviter un isolement du conflit. Elle n'a servi à rien. La direction n'a proposé que 2,5 % d'augmentation, soit 0,5 % de plus qu'initialement prévu. Les 90 % des travailleurs qui continuaient la grève, bien que l'occupation ait cessé, ont estimé que Peugeot se moquait d'eux. Ils ont donc réoccupé massivement lundi soir et se sont immédiatement opposés au départ d'un camion de pots d'échappement que la direction voulait faire sortir.

good bye, mister Wilson

Big Ben sonnait 10 heures ce mardi 16 mars 1976 quand éclata une bombe. Politique bien sûr, et pourtant elle risque d'avoir des conséquences aussi graves que celles que posent les commandos de l'IRA en plein Londres. La démission volontaire de Harold Wilson de son poste de Premier ministre, puisqu'il faut la nommer, va entraîner une furieuse bataille de succession. Pourquoi « l'homme à la pipe », chef depuis 13 ans du Labour Party et 8 ans Premier ministre, déserte-t-il un an et demi avant les prochaines élections nationales ?

Derrière les motivations humaines et les problèmes personnels sur lesquels la grande presse va dauber, il faut interroger la situation économique et sociale du pays qu'il gouvernait : 1 500 000 chômeurs, 25 % de taux d'inflation annuelle, la chute spectaculaire du cours de la livre sterling et le freinage massif des hausses de salaire. Voici quelques éléments du constat. A leur lecture, on peut s'interroger sur la capacité de la politique travailliste pour sortir l'économie britannique de la crise. En tout cas, les travailleurs victimes de la bataille anti-inflation ont payé bien cher le « socialisme » de monsieur Wilson.

Wilson laisse un parti travailliste et un mouvement syndical très divisés. On a longtemps vanté ses qualités d'arbitre au-dessus de la « mêlée ». Mais il ne faut pas oublier qu'il s'est toujours appuyé sur les éléments les plus modérés du Labour. Sa tactique essentiellement centriste et opportuniste lui a permis de contenir la gauche travailliste, mais au prix du risque d'éclatement du parti. Ceci est apparu clairement lors du vote récent sur le plan d'austérité gouvernemental où 37 députés de la gauche travailliste se sont abstenus. C'est aussi cette crise interne que Wilson lègue à son successeur.

Celui-ci, quel qu'il soit (avec de fortes chances, J. Callaghan) devra adopter la même attitude s'il veut que les deux piliers du gouvernement : Labour et les Trade Unions, restent unis. On peut penser qu'il y parviendra tant que la gauche travailliste ne présentera pas une alternative cohérente aux orientations social-démocrates dominantes dans le mouvement travailliste.

Alain CHATAIGNER ■

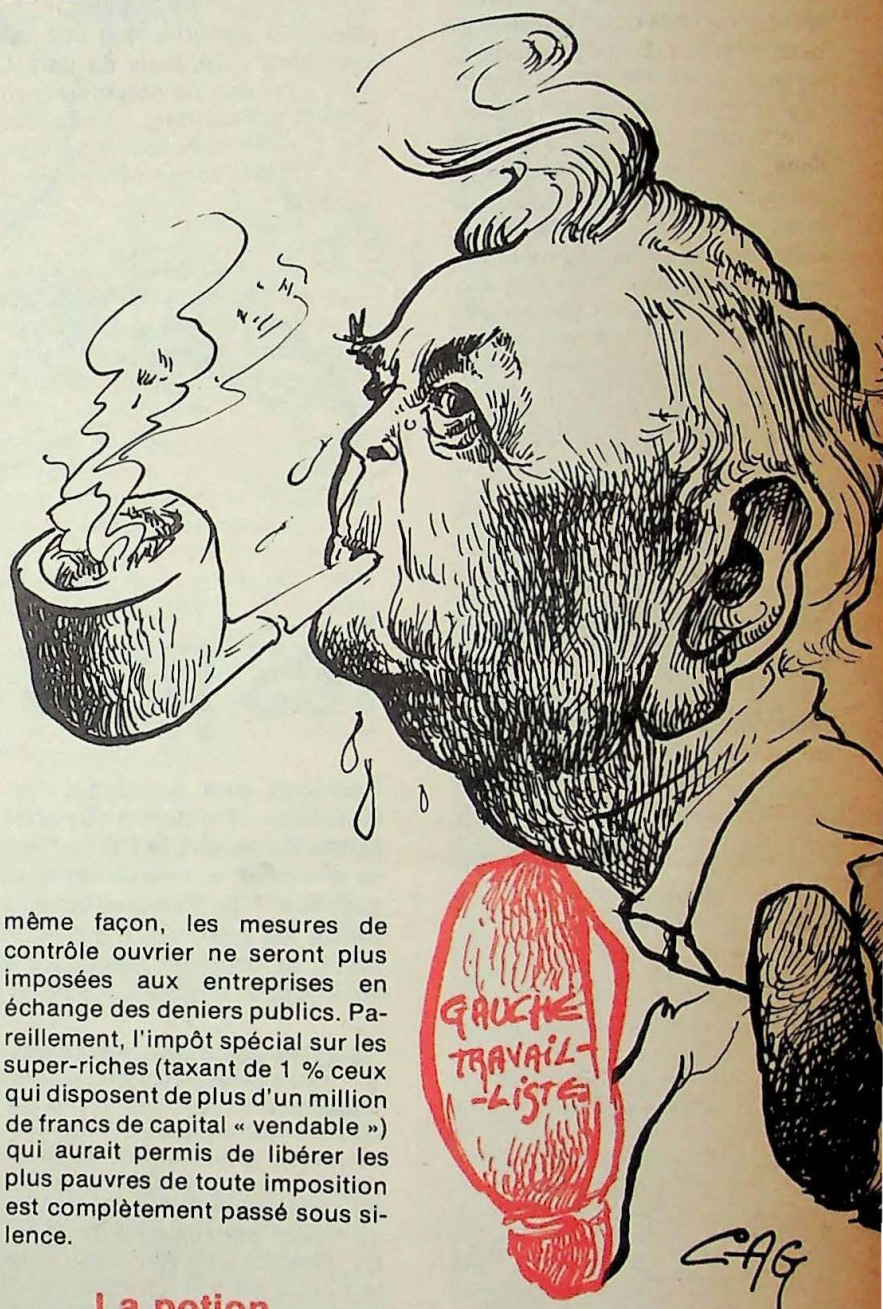
« Retour au travail avec le Labour Party » : tel était le slogan électoral des travaillistes lors des élections de février 1974 qui les avaient ramenés au pouvoir grâce à la victoire des mineurs sur le gouvernement conservateur. Depuis, deux années ont passé. 1 250 000 prolétaires sont au chômage, chiffre considérable égalant les « performances » des conservateurs. Le Manifeste électoral de 1973, par endroit plus radical que le Programme commun français, est passé presque entièrement aux oubliettes.

Les seuls points du Manifeste qui ont eu un début d'application sont l'établissement obligatoire d'un enseignement public unifié au niveau du secondaire avec suppression de toute aide à l'enseignement privé, et la liquidation du secteur privé (« lits payants ») dans les hôpitaux nationaux. Le discours de la reine (qui, au début de chaque session d'automne du Parlement, fixe le programme gouvernemental pour l'année) n'a mentionné que la nationalisation de l'aéronautique et des constructions navales, toutes deux en faillite, sans fixer de calendrier. On n'y trouve rien contre les pouvoirs exorbitants de la Chambre des Lords qui bloque, entre autres, la loi sur les droits syndicaux dans la presse. Par contre, le projet de régionalisation oublie le Pays de Galles et ne donne aucun pouvoir économique et financier à l'Assemblée écossaise envisagée... sans qu'il soit question de dates précises. La diversion nationaliste prend par conséquent des dimensions extraordinaires, et est stimulée par l'eldorado écossais que représente le pétrole de la mer du Nord (le parti national écossais, aux mains des petits capitalistes locaux, vient de s'affirmer dans les sondages comme le premier parti de la région, devançant les travaillistes écossais dont une partie menace de faire scission).

Plus un mot sur la nationalisation de secteurs, pourtant tout aussi déficitaires que les constructions navales et l'aviation : les ports et une partie des aciéries. Plus rien sur la nationalisation de l'industrie pharmaceutique, des « gros » transporteurs routiers et des usines de machines-outils. Pire encore, le contrôle ouvrier prévu est remplacé par un contrôle direct par l'administration centrale.

Loin de s'attaquer aux 250 monopoles qui tiennent entre leurs mains plus de 70 % de l'économie, le gouvernement entend les aider ; il renfloue Chrysler et fait de l'Office national des entreprises (ONE) une vache à lait chargée d'éponger le passif des trusts. L'ONE, à l'origine, devait prendre le contrôle de la totalité, ou d'une partie, des entreprises qu'il soutiendrait financièrement et imposer des accords de planification à long terme aux géants de l'économie britannique. De la

magique. Le gouvernement et la direction des syndicats ont imposé un maximum de 50 F d'augmentation des salaires par semaine jusqu'à l'été prochain, maximum que les syndicats ne pourront même pas obtenir sans



même façon, les mesures de contrôle ouvrier ne seront plus imposées aux entreprises en échange des deniers publics. Pareillement, l'impôt spécial sur les super-riches (taxant de 1 % ceux qui disposent de plus d'un million de francs de capital « vendable ») qui aurait permis de libérer les plus pauvres de toute imposition est complètement passé sous silence.

La potion magique

Pour la droite et le centre du parti travailliste, il s'agit d'attendre 1978-1979 avant de retourner devant les électeurs. On espère ainsi que, d'ici là, l'économie capitaliste mondiale se sera « remplumée » et que l'or noir de la mer du Nord aura agi, telle une potion

lutter. Le ministre de l'Economie et leader de la droite travailliste, Denis Healey, parle tranquillement de « l'inévitabilité d'une aggravation du chômage ». Il s'agit de sauvegarder l'économie « mixte » et un « secteur privé florissant » ; les capitalistes y empo-

« J'ai dit une fois de plus que, maintenant que nous avons un nouveau gouvernement élu par le peuple, les spéculateurs internationaux, plus encore que les gouverneurs de la Banque d'Angleterre, nous assurent que nous ne pouvons pas appliquer la ligne sur laquelle nous nous sommes battus et que le gouvernement doit adopter une ligne conservatrice (de droite) à laquelle il est fondamentalement opposé. Le gouverneur (de la Banque d'Angleterre) m'a confirmé que tel était le cas.

«...Il a dû reconnaître que c'était dû à la pression pure et simple du diktat économique de ceux qui exercent le pouvoir économique décisif...»

Harold Wilson, dans ses mémoires intitulées « Le gouvernement travailliste 1964-1970 ».

SONNE BIG BEN

chent les profits grâce au chantage du chômage et le public paie leurs dettes. Dans le même temps, le vieillissement de l'équipement industriel se poursuit et les bénéfices filent à l'étranger dans l'immobilier, la spéculation boursière, les banques marginales et les prêts à court terme. Il y a deux ans, sur 3 400 millions de livres de profit, les 840 plus grandes entreprises n'ont réinvesti dans la production que 1 526 millions, largement couverts par les réductions et les retards de paiement d'impôts et par les prêts à l'investissement. Autre méthode, les emprunts massifs à l'étranger. Tout cela ne pourra être épongé qu'au prix de coupes sombres dans les services (santé, éducation, logement), tant sur le plan des budgets qu'en matière d'emplois.

Une position de force régionale

Face à cette situation, la gauche socialiste réclame une réduction des horaires de travail sans réduction de salaire et le partage du travail existant. Au-delà, elle

La gauche, quant à elle, regroupe une majorité du Conseil national exécutif du parti, sans pour autant contrôler le groupe parlementaire ni le leader du parti qu'elle ne choisit pas. Toutefois, elle est en position de force dans les sections et les organes régionaux. La majorité des 600 000 membres individuels du parti la suit, ainsi que de nombreux syndicats du TUC dont le vote, bloqué par fédérations, fait passer le nombre des adhérents du parti à 6 500 000.

Ce parti de classe géant (11 millions d'électeurs) est embourbé dans le jeu politique. La gauche, minoritaire au Parlement et au gouvernement (surtout depuis la malheureuse équipée anti-CEE qui a permis à Wilson de museler le leader de la gauche, Tony Benn), n'ose pas couper le mouvement en deux, et causer ainsi le retour au pouvoir des Conservateurs. Ceci d'autant plus que ceux-ci sont passés beaucoup plus à droite, attaquant ouvertement les syndicats, prêchant la nécessité de réduire considérablement les subventions qui « tiennent » les prix des produits

gauche au niveau local. S'il n'y a pas de tendance organisée et unifiée agissant de la base jusqu'au Parlement, les différents courants de gauche additionnent leurs efforts autour du principe de contrôle des élus (choisis par les sections et le Conseil national exécutif), du mandat impératif, du vote en assemblée de section et du respect du Manifeste. Ils sont prêts à faire face à toute nouvelle tentative de la droite visant à expulser les marxistes du parti et à établir un gouvernement d'union nationale avec les partis bourgeois. Cette tactique porte ses fruits : dans la ville ouvrière de Newham, la section locale vient de retirer sa confiance à son député, le chef de file de la droite « social-démocrate », Reg Prentice, ministre de la Coopération et membre du Conseil privé de la reine.

La gauche peut compter en tout temps sur une cinquantaine de députés, membres du groupe Tribune. Elle est majoritaire dans les jeunes et parmi les étudiants du parti qui se regroupent autour des hebdomadaires **Tribune** ou **Militant**. Dans les syndicats ouvriers et étudiants, les partisans de **Tribune** et les lecteurs de l'hebdomadaire **Labour Leader** (organe du vieux courant révolutionnaire de l'ex-indépendant Labour Party) tiennent, de manière parfois bureaucratique, de nombreuses positions dirigeantes, soutenus par le petit parti communiste (30 000 membres). La gauche syndicale et politique se retrouve également à l'Institut pour le contrôle ouvrier (IWC, Bertrand Russell House, Gamble Street, Nottingham), centre de discussions et foyer d'initiatives radicales (occupations, coopératives) coordonnant l'action de nombreux délégués d'atelier (shop stewards) qui s'organisent en comités de branche. Son influence dépasse largement le cadre du parti.

Parti et gouvernement

Les groupes d'extrême gauche soutiennent de plus en plus nettement la gauche travailliste politique (c'est le cas de la minuscule section britannique de la IV^e Inter-

nationale, comme du PC) et syndicale (c'est le cas d'International Socialisme, groupe trotskiste indépendant dont l'hebdomadaire **Socialist Worker** a une audience certaine parmi les enseignants, une frange active des délégués d'atelier et les étudiants).

« L'idéologie de l'argent implique une tentative de persuader le peuple britannique que notre intérêt national exige le licenciement d'enseignants, d'assistantes sociales, d'éducateurs, d'infirmières et d'employés municipaux, ainsi que de nouvelles fermetures d'entreprises et de nouvelles mises au chômage d'ouvriers ».

Tony Benn, ministre de l'Energie et leader de la gauche travailliste, lors d'un discours à un meeting des jeunes travaillistes, à Londres, le 23 novembre 1975.

Le parti s'infléchit vers la gauche alors que le gouvernement, comme prévu (1), tombe à droite. Ce processus a ses rythmes propres. La bataille principale se joue sur deux plans : lutte contre tous les licenciements, contre le blocage des salaires et pour la sauvegarde des services sociaux d'une part, et de l'autre, combat pour la démocratie et le contrôle dans le parti et les syndicats. La classe ouvrière, durement touchée par le chômage et la baisse du niveau de vie (moins 3 % au cours des six derniers mois), passe de la passivité née de la peur (« le pire est encore à venir ») à des actions dures, localisées. L'idéologie « fabienne » (socialisme moral, municipalisme, gradualisme et surtout sens « civique » de l'intérêt national) a encore des racines profondes dans le mouvement ; la loyauté envers les dirigeants aussi. Il ne fait pas de doute cependant que la gauche est désormais trop forte dans le mouvement organisé pour en être exclue. La résistance et l'autonomie ouvrières sont les meilleurs garants de son développement.

Claude VANCOUR ■

demande le respect du Manifeste sur tous les points mentionnés ci-dessus ainsi qu'une réduction du budget de la Défense qui, proportionnellement, est le plus élevé de tous les pays de l'OTAN. Pour y arriver, elle exige la convocation d'un congrès extraordinaire du parti travailliste et des syndicats (TUC).

Certains membres de la droite travailliste tels Crosland, désarmés par la crise alors que leur programme de redistribution suppose la prospérité et des « managers » responsables, en sont réduits à un réformisme sans réformes. Les nationalisations sous contrôle ouvrier sont à nouveau à l'ordre du jour, en raison de la récession mondiale et de la trahison des multinationales.

de base, les services sociaux et un laissez-faire économique qui doublerait le nombre des chômeurs. L'opinion publique, de la même façon, a choisi jusqu'à présent le « moindre mal » que représentait Wilson et place en tête les travaillistes dans les sondages. Cependant on peut craindre que de nombreux électeurs travaillistes écœurés s'abstiennent et ramènent ainsi les conservateurs au pouvoir comme ce fut le cas en 1970.

Ajoutez que les travaillistes ont perdu leur unique voix de majorité au Parlement, ce qui réduit la marge de manœuvre de la gauche au niveau central.

La structure fédérale du parti, laissant une large autonomie aux sections, avantage toutefois la

« Le parti s'engage à assurer aux travailleurs manuels et intellectuels tout le fruit de leur labour et sa distribution la plus équitable possible sur la base de la propriété commune des moyens de production, de distribution et d'échange et à établir les meilleurs moyens d'administra-

tion et de contrôle populaires de toutes les industries et tous les services ».

Article 4 (clause IV) des statuts du Labour Party fondé en 1900. La droite travailliste a toujours essayé de supprimer cet article 4 et a failli y parvenir dans les années cinquante.

(1) Voir dans TS du 22 juin 1975, l'article « Grande-Bretagne, retour à la crise ».

L'agriculture, une affaire de salon ?



En pleine crise, après les maigres acquis de Bruxelles, Bonnet et Chirac sont venus tour à tour rassurer, vitupérer ou se congratuler au Salon de l'agriculture. Si viticulteurs et Paysans-travailleurs se sont abstenus de toute manifestation à cette occasion, la raison en est simple : comment traiter autrement que par le mépris cette immense foire commerciale qui n'a d'agricole que le nom.

En revanche, de nombreux paysans, salariés d'exploitation ou d'organisme agricole, sont venus témoigner de leurs luttes au cours des

débats organisés en marge du salon par les élèves des écoles d'agronomie de Paris.

Les femmes aussi sont venues témoigner un après-midi. La modernisation (couver électronique et autres gadgets) n'a apporté aucune amélioration à leurs conditions de vie ; le paradis promis s'est avéré être de la catégorie des mirages. Elles continuent à avoir une double journée de travail et sont toujours aussi isolées.

Les emprunts impliquent une intégration de plus en plus forte au système économique et de moins en moins de temps pour vivre, s'informer et se former. De nombreuses femmes abandonnent l'agriculture. Celles qui restent n'ont reçu qu'une formation ménagère (maisons familiales).

L'industrialisation fait de l'agriculture une « affaire d'homme » excluant la femme à tous les niveaux. Dans ce secteur également, on ne lui reconnaît que les rôles d'épouse, de mère et d'auxiliaire de l'homme. Seul le chef d'exploitation (l'homme) a accès au pouvoir de décision dans la coopérative ; le Crédit agricole ne fait pas confiance à la femme voulant s'installer à son compte. Bien qu'elle travaillant très dur, elles n'ont aucune garantie ; n'ayant que le statut de conjointe, elles sont de ce fait exclues du syndicalisme agricole qui ne regroupe que les chefs d'exploitation.

Aussi les agricultrices de Finistère réclament-elles le droit à la syndicalisation dans la FNSEA pour elles-mêmes et les aides familiaux.



Il était un prince..

On peut trouver cela amusant ou surprenant ou bien y voir, déjà, une inquiétude pour les élections législatives de 1978 : Michel Poniatowski vient de prouver qu'il pouvait avoir peur.

Les viticulteurs n'ont pas obtenu, pour l'instant, de réponses claires à leurs revendications, mais ils ont transformé le ministre de l'Intérieur en interlocuteur étonnamment prudent. Cela ressemble, bien sûr, à la tactique du gros chat qui prend du recul pour mieux surprendre un adversaire particulièrement coriace.

Il est bien rare, par exemple, que la police connaisse les noms de « fauteurs de troubles » et qu'on l'empêche de les appréhender, ne serait-ce que pour les interroger : c'est le cas dans l'Aude puisque les noms de plusieurs viticulteurs qui ont fait le coup de feu contre les CRS sont connus de tous. Il est bien rare, en revanche, que le pouvoir fasse annuler, par crainte des réactions, un mandat d'amener lancé contre un dirigeant syndical qui tombe sous le coup de la loi anticasseurs.

Poniatowski se trouve, avec le gouvernement, face à un mouvement résolu jusque dans l'action la plus vigoureuse : il n'a pas l'habitude et il est dans l'obligation de composer. Cela devrait servir de leçon à beaucoup d'autres.

A défaut de pouvoir se mettre quelques viticulteurs sous la dent, le pouvoir a tenté de s'en prendre aux milieux « anarchistes » de Toulouse. Une bonne occasion, pensait-il, d'essayer de discréditer le mouvement des paysans du sud de la France. Prétexte : une bien mystérieuse affaire d'attentat manqué contre le ministre de l'Intérieur et la caserne des CRS où il a présidé la cérémonie funèbre organisée pour l'enterrement de l'officier de CRS tué le 4 mars à Montredon. Mystérieux, cet attentat raté, parce qu'il est permis de se demander par quel « miracle » il a fallu plus de 24 heures pour découvrir que deux personnes — Robert Touati et Juan Duran — avaient trouvé la mort sur un campus de Toulouse-Rangueil en manipulant une bombe à retardement.

Après avoir arrêté 24 personnes, la police a dû les relâcher et faire savoir qu'elles étaient totalement hors de cause. La rapidité avec laquelle cette police a déniché 24 « coupables » potentiels permet de rappeler à quel point le fichage des militants et des marginaux est de plus en plus efficace. Comme si on constituait un peu partout une réserve de « suspects » destinés à être « agités » à chaque fois qu'il y a des problèmes, pour prouver que la police ne reste pas inactive. La liste des « attentats non revendiqués » (genre Marcelin, Cabanes de l'AFP...) risque de s'allonger au cours des prochains mois. Grâce, notamment, à la collaboration de l'extrême droite, prête à tout pour se redonner une importance... Des membres des commandos « Justice-Pied-Noir » ont été aperçus parmi les manifestants viticulteurs, notamment le 4 mars à Montredon. Quand on connaît leurs contacts plus ou moins étroits avec certains secteurs de la police dans le sud de la France...

Claude-Marie VADROT ■

lycéens

la
brèche

La brèche ouverte par les étudiants a permis l'apparition d'une vague de luttes dans les lycées ces deux dernières semaines.

Les difficultés que rencontrent les organisations d'extrême gauche, en raison de leur langage et d'initiatives stéréotypées, à impulser une véritable mobilisation de masse et à permettre au ras le bol (plus que jamais latent) d'éclater, reflètent bien plus qu'une apathie des lycéens. Elles illustrent surtout le refus d'une forme de lutte qui, depuis quatre ans, ne leur a jamais fait remporter une victoire tangible et est aussi ennuyeuse et épuisante que le reste de la vie passée dans les établissements scolaires.

Confusément, les lycéens ressentent qu'il n'est plus possible d'utiliser ce genre d'outils pour inquiéter véritablement le pouvoir, créer un rapport de forces en leur faveur, et donc en faveur d'une liaison avec les travailleurs...

En revanche, les luttes de ces deux dernières semaines prouvent les capacités des lycéens à lutter. Prenons en pour preuve les grèves de la cité scolaire d'Amiens « contre l'école de l'ennui et la réforme Haby » où l'occupation a permis une utilisation des locaux selon les besoins des lycéens (fêtes, liberté d'expression, comité de grève et AG souveraine, détails significatifs au niveau de la vie quotidienne : sexualité, nouveaux rapports entre les gens...). De même les 10 % sauvages aux lycées J. Macé, F. Villon, Buffon, Verlomme de Paris, la grève du lycée polyvalent de Vilgénis de Massy « pour le foyer et le garage à vélos » (AG de 1 000 personnes au début de la semaine, 200 risquant d'être vidées), etc.

Le mot d'ordre des 10 % sauvages généralisés « contre l'école d'Haby, école de l'ennui » permet de mieux lier les deux aspects indissociables de la lutte : « On prend 10 % et plus de l'emploi du temps pour employer ce temps pour décider de nos problèmes et ouvrir le lycée aux travailleurs ».

Des comités de lutte permanents existaient déjà depuis le début de l'année, d'autres surgissent à la faveur de la mobilisation. Ce sont les embryons d'une organisation de masse dans les lycées. Leur renforcement et leur extension dépendent aussi d'un relais central qu'ils prendraient en charge, et qui pourrait prendre la forme d'un journal liant les différentes expériences, luttes, discussions sur les cahiers de revendications, et qui constituerait un pôle de regroupement des lycéens en lutte.

Thierry GILLES ■

Rendez-vous après Pâques

Le congrès du MARC (1), qui s'est tenu le samedi 13 et le dimanche 14 mars à Paris, se situait en plein cœur de la lutte pour l'abrogation de la réforme du second cycle et pour la construction du mouvement syndical anticapitaliste des étudiants.

Pour A. Bour, secrétaire national du MARC, l'Université élitiste se transforme en une Université de masse, cause de l'inadéquation entre formation et emploi. Selon la résolution votée par les délégués, la vieille Université mandarinale est aujourd'hui soumise aux besoins en main-d'œuvre qualifiée et les étudiants deviennent des travailleurs en formation.

Une nouvelle stratégie syndicale devient donc nécessaire. Le syndicat doit refuser toute conception corporatiste et adopter un projet éducatif global repo-

sant sur une formation permanente et critique. A. Bour a rappelé que la nouvelle organisation syndicale doit partir des luttes actuelles et être préparée par le rassemblement du journal **Luttes étudiantes** (CNIL) des 23 et 24 avril. Ce rassemblement est ouvert à tous ceux qui adhèrent à la perspective syndicale et anticapitaliste. Ch. Najman (Coordination des comités de grève) a présenté pour sa part l'appel du MARC aux étudiants en lutte.

Le discours de patron de choc de Saunier-Séité, secrétaire d'Etat aux Universités, a renforcé

l'unité des étudiants. Plusieurs conseils d'université bloquent les dossiers d'habilitation. Pour le MARC, les journées nationales d'action des 17 et 18 ont marqué une étape supérieure dans la mobilisation. L'élaboration d'une plate-forme de revendications, la manifestation nationale de jeudi de Saint-Lazare au secrétariat d'Etat, constituent un tremplin pour relancer la lutte après Pâques. En conséquence, le MARC appelle les étudiants, à partir de leurs structures de lutte, à se regrouper dans une nouvelle organisation syndicale en lien avec les travailleurs. ■

(1) Le MARC compte aujourd'hui 2 300 adhérents, répartis en 73 sections dans toutes les villes universitaires.



Librairie

1^{er} Dossier « A » comme Armes

ERID GERDAN

Le trafic officiel et l'autre

Ceux qui touchent les pots-de-vins

Les complicités politiques

F. 38.00

2nd Dossier « B » comme Barbouzes

P. CHAIROFF

Une France parallèle

Celle des basses œuvres du pouvoir

F. 39.50

3rd Dossier « D » comme Drogue

Le milieu et la politique

Les gros bonnets

Les financiers et les filières en France

F. 38.00

PRIX REEL

115 F 50

NOTRE PROPOSITION : FRANCO 100 F

Adresser commande et règlement aux Editions Syros, 9 rue Borromée, 75015 Paris - CCP 19 706 28 Paris.

le tour de France
de Papinski

Mercredi 10 mars s'est tenue une conférence de presse (1) pour présenter la situation actuelle de Papinski qui a entrepris un tour de France d'information.

Après 90 jours de grève de la faim, il n'a rien obtenu... Il n'est toujours pas réintégré dans son poste de professeur d'anglais. Or le pamphlet cause de sa révocation, le *Boui Boui*, a été amnistié le 29 janvier par le tribunal administratif de Nancy ; pourtant il n'est toujours pas réintégré, ce qui rend cette amnistie caduque. Aucune offre de poste d'enseignant ne lui a été faite ni pour la France, ni pour l'étranger.

Le tour de France de J. Papinski doit lui permettre de diffuser le plus largement possible l'information, et de faire avancer l'action pour aboutir à la levée des sanctions et à sa réintégration dans le cadre des enseignants titulaires. Des sections syndicales, tant FEN et SGEN, participent à son tour de France. Elargissons l'action, et organisons des réunions-débats dans les quartiers, etc., avec lui : renforçons le comité de soutien. Papinski doit être réintégré !

(1) Ont été à l'initiative de cette conférence de presse : Simone de Beauvoir, F. Châtelet, P. Halbwachs, H. Leclerc, Cl. Mauriac, J.P. Sartre, C. Sauvage.

Les leçons d'un printemps

*Jeudi 26 février, le Comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste (1) organisait un débat à l'occasion de la sortie de *S'ils me tuent* (2), livre de mémoires et de réflexions de Jiri Pelikan, ancien directeur*

de la TV tchécoslovaque au moment du Printemps de Prague, élu membre du Comité central du PCT à son XIV congrès tenu clandestinement dans une usine de la région de Prague.

Débat sur le socialisme, dont Christian Jelen (3) dès le départ fixait les enjeux : « Le parti communiste tchécoslovaque se faisait, lui aussi, avant 1948, le défenseur d'un socialisme aux couleurs de la Tchécoslovaquie... et pourtant... Le PCT, lui aussi, entre 1945 et 1948, avait élaboré une charte des libertés similaires à celle du PCF... et pourtant... Qui me dit que le PCF ne dissimule pas ses buts ? Le socialisme me fait peur. Comment éviter que l'histoire se répète ?... »

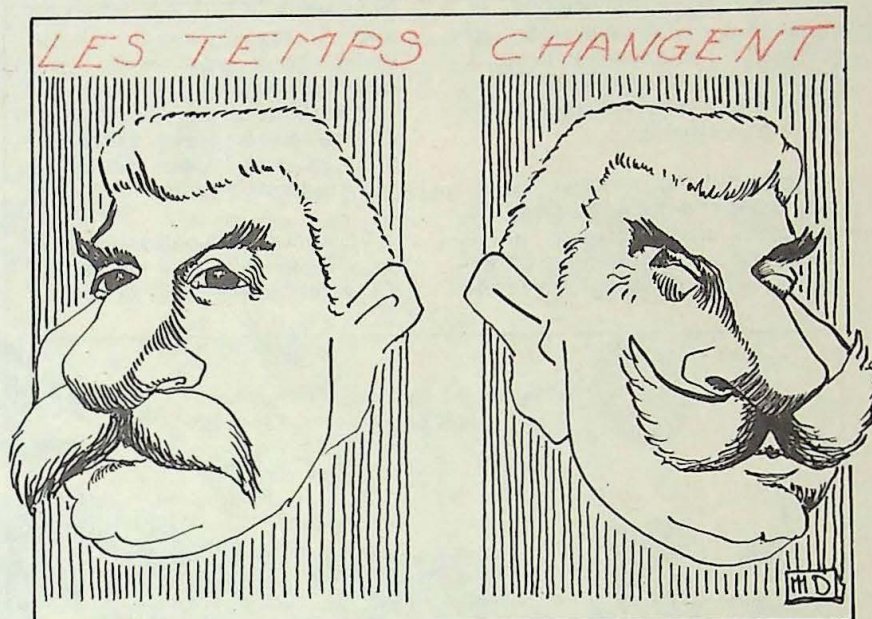
A ces questions, certes un peu métaphysiques, Pelikan ne répondra pas dans le détail. Il n'y a pas de « garanties » à priori, en dehors de l'histoire concrète, de ses enseignements, des leçons accumulées, et de la lutte.

C'est de cette histoire qu'il parlera, « optimiste mais réaliste ». L'expérience qu'il a vécue a, en effet, valeur indicative : la Tchécoslovaquie de 1948 était le seul des pays du « glacis » soviétique qui pouvait s'identifier aux sociétés capitalistes d'aujourd'hui.

« Vingt ans après le XX^e congrès du PCUS, certains disent que rien n'a changé. Mais nous avions l'illusion qu'il suffirait d'un rapport sur les crimes de Staline, alors qu'il s'agit d'un combat contre un système bureaucratique. Ce combat se développe. Il y a des phénomènes, non visibles, mais réels. La contradiction entre l'idéal communiste et la pratique crée les conditions de bouleversements politiques et sociaux. Il suffit qu'interviennent des éléments extérieurs pour qu'éclate cette contradiction. » Il y aura de nouveaux Prague.

Mais le mouvement des masses tchèques et slovaques s'est écrasé sur les blindés soviétiques. Était-ce inévitable ?

« Nous avons eu l'illusion que le processus de démocratisation pouvait se faire avec la compréhension des Soviétiques. Mais,



quand il ne s'agit plus d'un libéralisme octroyé, mais d'intervention des masses, il n'y a plus de compréhension. Il aurait fallu se préparer, résister. Tout d'abord avertir les Soviétiques que toute agression serait reçue par une mobilisation de masse dans des milices populaires. Il aurait fallu aussi chercher des alliances internationales, homogénéiser notre processus avec celui des autres démocraties populaires, car s'il n'y a pas de socialisme dans un seul pays, il n'y a pas non plus de démocratisation dans un seul pays. »

Au Portugal, en Espagne, en Italie, en France, le socialisme est à l'ordre du jour. C'est de cette certitude que Pelikan tire son « optimisme ». Mais « sans illusion » rajoute-t-il, conscient que, là, réside le danger mortel pour la bureaucratie soviétique. Alors comment éviter la répétition des crimes, des trahisons et de la dégénérescence du socialisme ?

« On dit souvent, dans les PC, que les traditions démocratiques

de ces pays, que le fait d'être de l'autre côté de la ligne de Yalta, sont des garanties. Mais on oublie qu'il y a une logique dans une certaine conception de la prise du pouvoir, qui peut imposer des solutions différentes de celles prévues, des mesures « temporaires » qui deviennent partie intégrante du système. »

D'où, pour Pelikan, la nécessité de la pluralité des partis socialistes, et de l'autogestion.

D'où aussi son désaccord avec « les socialismes aux couleurs nationales car il y a des questions essentielles communes ; le problème du socialisme est international ».

L'évolution des PC lui apparaît bien timide, et il énumère trois conditions pour « tester » sa réalité.

« La première : rompre les liens avec l'URSS. De ce point de vue, les progrès sont ambigus ; on condamne les « manquements à la démocratie socialiste » mais on est solidaire avec

la victime et l'assassin (le principe diplomatique de la non-ingérence n'a pas lieu d'être entre socialistes). La seconde : socialistes et gauche révolutionnaire doivent être assez forts pour équilibrer la tendance de l'appareil communiste à monopoliser l'expression de la classe ouvrière. La troisième : accélération de la démocratisation du système soviétique (dans la presse soviétique, si on sait déchiffrer le langage bureaucratique, on peut déceler un mécontentement ouvrier). Pour que les PC avancent, il faut une pression. Leur évolution ne sera pas spontanée. Quant aux déclarations sur la dictature du prolétariat, chacun sait que ce qui existe de toutes façons, c'est la dictature de l'appareil du parti sur les masses, théorisée dans l'idée du « rôle dirigeant » qui vient malheureusement d'être réaffirmée à Cuba. »

Pelikan parle de « démocratisation » des démocraties populaires et « d'évolution » des PC, nous parlons plus volontiers de « révolution » et de « crise ». Mais son insistance à réclamer, du mouvement ouvrier d'Europe de l'ouest, une solidarité active avec les oppositions socialistes de l'est est la nôtre. Car, comme lui, nous sommes persuadés que « la ligne de démarcation traverse tout le mouvement ouvrier de manière nouvelle. D'ici la fin du siècle, le mouvement socialiste international aura une articulation différente ». Les partisans révolutionnaires de l'autogestion s'y emploient.

Maurice Najman ■

(1) Toute correspondance à Robert Simon, 9, rue de Lagny, 75020, PARIS.

(2) Publié chez Grasset, 300 pages, 42 F, en vente chez Syros.

(3) Journaliste à Libération, auteur de Les normalisés.

En marge des Dossiers de l'écran sur A. Soljenitsyne

La solidarité est indivisible

Pour choqués que nous soyons de voir Alexandre Soljenitsyne défendre les intentions libérales de Pinochet devant les téléspectateurs français, nous n'en considérons pas moins son exil forcé comme nous atteignant nous-mêmes dans notre lutte pour un socialisme digne de ce nom.

Nous l'avons dit déjà, et plus d'une fois, au PSU. Si nous revendiquons le droit de porter une appréciation politique sur les programmes et les positions des organisations amies dans tous les pays, notre solidarité envers les victimes de la répression est indivisible.

Le PSU s'est associé de longue date à la défense des victimes de la répression en URSS et dans les pays se réclamant du socialisme.

Par la présence de plusieurs de ses membres, il a été en 1974 de ceux qui ont

appelé à une conférence internationale sur les libertés dans ces pays. Tribune Socialiste a en son temps informé sur ces questions. Cet appel ne trouva à l'époque guère d'écho dans la gauche — classique ou non.

Le PSU a approuvé l'idée que, dans le comité Pliouchtch, il ne devait pas y avoir place nommément pour les partis politiques, afin d'éviter toute rivalité d'influence de nature à nuire à l'objectif poursuivi en commun. Aujourd'hui, Leonid Pliouchtch a été libéré ; il est parmi nous. Aujourd'hui, se fondent de divers côtés des comités contre la répression. Nous voudrions croire que notre réserve d'alors et d'à présent demeure celle de tous.

Nous apporterons notre solidarité, loyalement ; que chacun en fasse autant. Il n'est pas de pire scandale qu'une exploitation sectaire de la répression par des adversaires de la répression.

sélection radio-tv

● Vendredi 19 mars

FR 3 à 20 h 30, Vendredi, une émission de Maurice Cazeneuve et Jean-Pierre Alessandri sur le thème « Service public : petit et grand commerce ». Une enquête sur les avantages et les inconvénients, pour le consommateur, du petit commerçant de quartier et des grandes surfaces. Elle sera suivie d'un débat, animé par Ivan Levaï, entre Vincent Ansquer, Gérard Nicoud, Edouard Leclerc, des représentants de Carrefour et de Mammouth.

● Dimanche 21 mars

FR 3 à 21 h 25, Le Masque et la Plume sur le cinéma.

● Lundi 22 mars

Antenne 2 à 21 h 45, La mort en silence, reportage de la télévision suisse sur la famine au Bangla-Desh. Des victimes par centaines de milliers, des ravages psychologiques, sociaux, familiaux, hors de notre échelle. Le reportage sera suivi d'un débat avec René Dumont sur les raisons d'un tel scandale et les moyens d'y mettre fin. Sans des changements radicaux de structure et de mentalité, aussi bien dans le tiers monde que dans les pays industrialisés de l'Occident, la vie de millions d'hommes continuera à dépendre d'une poignée de riz.

● Mardi 23 mars

TF 1 à 21 h 45, Lettres d'un bout du monde (producteur J.E. Jeanneson) : **Maîtres et Intouchables**, document sur la vie et les conditions de travail des « intouchables » dans l'Etat du Bihar, au nord-est de l'Inde. La lutte d'un disciple de Gandhi et de jeunes médecins français contre la détresse physique, morale, matérielle et sociale de ces parias de la société.

France-Culture à 20 h 05, Dans la série des Dialogues, de Roger Pillaudin, **Quelle ville, pour qui, par qui ?** avec Michel Ragen, historien de l'art de l'architecture et de l'urbanisme moderne, et Roger Bordier, professeur à l'école des Arts décoratifs. La crise de la ville-monument et des cités dortoirs, à la périphérie des métropoles. La volonté de la population d'imposer son droit à la ville (Henri Lefebvre), une ville où il fasse bon vivre.

● Jeudi 25 mars

FR 3 à 20 h 30, Sept jours en mai, un film de John Frankenheimer, avec Burt Lancaster et Kirk Douglas. Politique-fiction. En mai 1980, un accord américano-soviétique met fin à la guerre froide. Aux Etats-Unis, l'arrêt des industries de guerre amène chômage, inflation, émeutes... et complot militaire. Un complot qui sera déjoué à temps.

● Vendredi 26 mars

FR 3 à 20 h 30, Vendredi sur le thème « Le mouvement religieux ». Une réflexion sur les raisons qui poussent un adolescent à rejoindre les multiples sectes religieuses qui prolifèrent aujourd'hui : refus global de la société, réaction aux agressions de la vie quotidienne, besoin d'une communauté protectrice et sécurisante.

Demain, la fête...

La fête, mot magique, un peu fétiche, qu'on emploie d'autant plus qu'il devient impossible de la faire réellement. Bien sûr, la fête, la vraie, celle dont on dit qu'elle ne peut être que révolutionnaire, ne se limite ni dans le temps ni dans l'espace, ni dans son programme. Et pourtant la fête du PSU... Deux jours comme une oasis où nos yeux, nos oreilles

fèrent pour ne pas dire unique. D'où vient cette différence ? Peut-être du projet initial : une fête à l'image d'un parti, un parti à l'image de la société qu'il veut construire, l'application implicite par la libre expression et la création collective, où le culturel et le politique se rejoignent pour s'enrichir. La fête est une rencontre, un carrefour.

compte des genres et formes culturels exprimant certaines aspirations populaires. Ce second point explique notre choix pour le rock qui fut (et redevient ?) une des expressions de la révolte de la jeunesse, ainsi que pour le jazz qui prit ses racines dans la volonté de libération d'un peuple asservi, sans oublier enfin le folk, témoignage culturel des minorités nationales.

L'entreprise culturelle et politique que constitue la fête représente, comme toute entreprise, un énorme investissement humain et... financier. Cette année, plus que les précédentes. Une équipe y travaille déjà depuis janvier, pour politiser, dynamiser, organiser, de façon à faire de cette fête une création collective. C'est ainsi que les débats, la critique et le plaisir trouvent place pour la plus grande joie de ceux qui savent tirer un tract et danser dans une farandole.

programmation (provisoire)

Jazz : Archie Shepp, Michel Portal, Steve Lacy, Coelmeck, Confluence, Perception, Popaul (le pianiste de Ferré).

Rock : J. Higelin, Au Bonheur des Dames, Ange, Little Bob Story, Soho.

Chanson : Béranger, Yvan Dautun, Brigitte Fontaine et Areski, Mouloudji, Catherine Sauvage, Imago, Marti, Servat, Imanol, Arbatz, Coopérative Nevonoé, Coopérative Ventadorn.

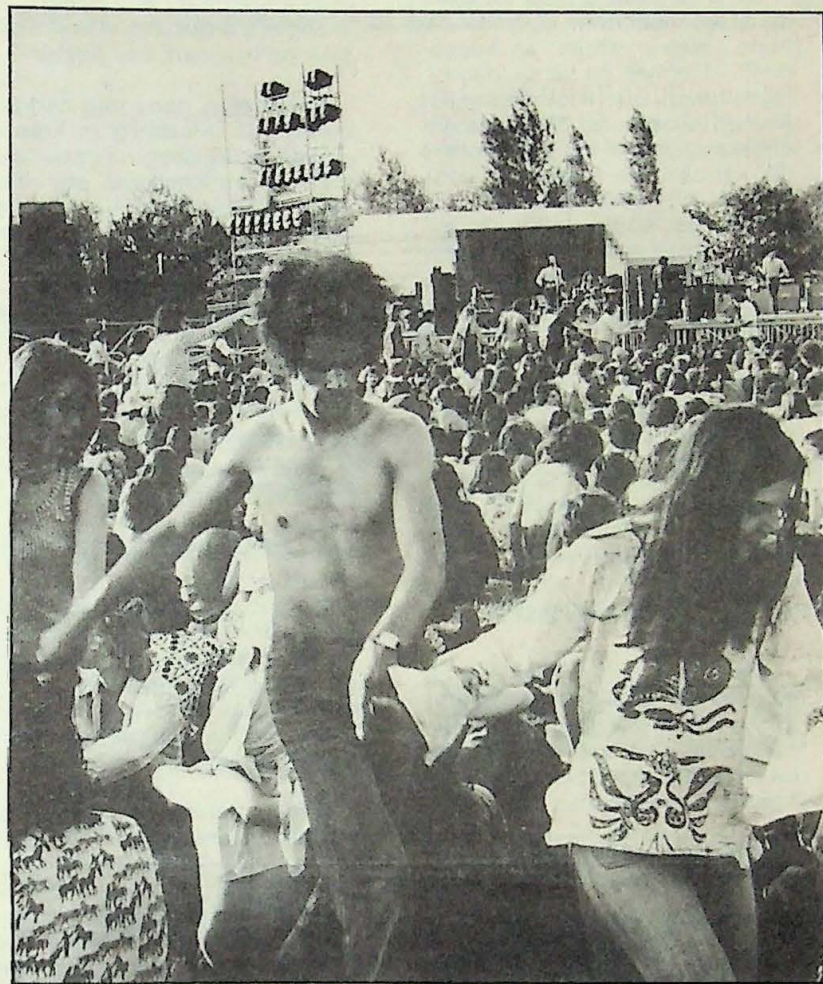
Cabaret : Guy Bedos, Rufus, Patrick Fon., Philippe Val...

Théâtre : le Théâtre du Soleil, la troupe Z, Danse-Théâtre-Expérience.

Et, bien sûr, la fête du PSU, c'est aussi l'animation dans la foule et pour les enfants.

20 F pour les deux jours (acheté avant). 20 F par jour (acheté sur place). Le matériel (affiches, tracts, vignettes) sera disponible dès le 28 mars.

M.J. LEMOY-M. ACIDANT ■



peuvent s'ouvrir un peu plus sur tout ce que, dans la vie quotidienne, le capitalisme refuse ou organise à son profit.

Tous ceux qui ont participé (car on ne reste pas spectateur à la fête du PSU) aux fêtes précédentes nous ont fait part de cette ambiance particulière, du climat dif-

Cette année encore, les 12 et 13 juin à la Courneuve, ce sera notre cinquième fête. Deux constats doivent nous guider. Tout d'abord, c'est que le PSU en tant que parti autogestionnaire défend une certaine production culturelle intimement liée aux luttes sociales et au combat politique et idéologique. Ensuite, nous devons tenir

Découverte et culture, loisirs

N'attendez pas la prochaine dévaluation pour aller découvrir les luttes sociales en... Papousie cet été. Demandez le programme !... 4, rue d'Aligre, 75012, Paris

dernières
TEP théâtre national
direction Guy Rolon
Jusqu'au 28 mars
Don Juan revient de guerre
d'Odon Von HORVATH
mise en scène Marcel BLUWAL
du 24 février au 4 avril
AU PETIT TEP
une belle journée
de P.BYLAND et P.GAULIER
17 rue Malte-Brun PARIS 20e
M° Gambetta - Tél. 636.79.09

PH : Un coup au but

Excellent numéro de **Politique hebdo** la semaine dernière : trente-deux pages consacrées à des débats et à une réflexion sur le sens et les limites, vingt ans après le rapport Khrouchtchev, de la destalinisation au sein du mouvement communiste européen, et ses conséquences sur ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême gauche.

Un numéro qui, pour une fois, ne se contente pas de la vieille rengaine sur « l'Unité des révolutionnaires », mais pose, à travers les interventions de R. Rossanda et de F. Claudin notamment, quelques-uns des vrais problèmes d'une stratégie révolutionnaire en Occident. Une stratégie qui commande d'en finir une bonne fois, tant avec le mythe de la révolution d'Octobre, qu'avec les sentiers battus d'un léninisme idéalisé. Malgré les apparences, les partis communistes ne sont pas les seuls à être concernés par la destalinisation.

Si PH renouait avec la volonté d'analyse des choses concrètes que révèle ce numéro, nous serions les premiers à nous en réjouir. D'autant plus que, sur le problème (difficile et capital pour les révolutionnaires) du type de relation conflictuelle à établir avec les forces représentatives du mouvement ouvrier, cet esprit de recherche ne semble pas avoir toujours inspiré les habituels éditorialistes de PH.

la dernière carte ?

Face au pseudo coup d'Etat du général Ahdab à Beyrouth, la presse occidentale reste perplexe. N'avait-on pas parlé de mainmise palestino-syrienne sur le pays ? La gauche n'avait-elle pas évité la partition ? La droite n'avait-elle pas reculé la chute du système et la remise en question des institutions ?

En fait, rien n'était réglé et aucune des organisations libanaises ne pouvait empêcher la décomposition totale des institutions de l'Etat, et en premier lieu de son armée. Après trente ans d'armistice parfois complice avec Israël, après les tâches qu'elle a eues à accomplir dans le maintien de l'ordre, l'armée libanaise n'a pu résister plus longtemps aux divisions politiques qui séparent le pays en deux camps de plus en plus distincts.

la fin du confessionnalisme

Les deux camps qui s'affirment marquent la fin du confessionnalisme. Pour sauver l'essentiel, la société capitaliste, les bourgeois libanaises ont poussé en avant un général musulman. Il semble qu'avec l'accord de Damas (qui ne tient guère à voir s'ouvrir un front supplémentaire au Liban qui, en agrandissant le front du Golan, l'affaiblirait), les bourgeois musulmanes et chrétiennes jouent une dernière carte en sacrifiant le président Frangié sur l'autel de leurs intérêts supérieurs.

En effet, depuis près de deux mois, les mutineries et les désertions (avec matériel) se succèdent. « L'armée du Liban arabe », regroupant, autour du lieutenant Ahmed Khabib, les éléments antiphalangistes et pro-palestiniens de l'armée, se renforce. Ainsi, malgré la « paix syrienne », le processus socio-politique engagé depuis maintenant une année poursuit son cours : affirmation de l'engagement anti-impérialiste (soutien à la lutte du peuple palestinien), de l'engagement politique dépassant le confessionnalisme (développement du mouvement des chrétiens autour de Mgr Grégoire Haddad) et, donc, différenciation politique et idéologique au sein même des communautés chrétiennes ou musulmanes.

la dernière carte

C'est pour tenter d'enrayer ce mouvement que cette opération a été entreprise avec l'accord discret du haut commandement, celui tacite de certains leaders chrétiens ou musulmans.

Mais les phalanges, pourtant proches des positions politiques

nationalistes, voire « national-socialistes », et antipalestiniennes de ce général, peuvent-elles laisser sacrifier celui qui a été leur soutien le plus ferme et le plus efficace ? Ou bien veulent-elles, en s'opposant tactiquement et provisoirement au départ de Frangié, s'assurer que le successeur ne leur sera pas hostile ?

Parce que, dans une certaine mesure, le ministère de Frangié constitue un verrou, l'opposition n'a pas ouvertement pris parti contre ce pseudo coup d'Etat et, comme le dit Francis Cornu, l'envoyé du Monde à Beyrouth, « le général Ahdab, s'il est militairement faible, est politiquement fort d'un consensus minimum ». Pour les uns, cette opération est la dernière carte à jouer avant d'essayer de reconstruire le régime, pour les autres c'est le moyen de faire sauter l'un des verrous à sa transformation.

de nouveau l'impasse

Mais le pays est une nouvelle fois au bord du gouffre. La guerre civile, la partition, l'intervention directe et massive de l'armée syrienne, la riposte immédiate d'Israël au sud, sont de nouveau à l'ordre du jour.

Nos camarades du parti communiste libanais, de l'OACL (1) et de la gauche palestinienne doivent faire face à une crise d'autant plus grave qu'ils se retrouvent seuls devant la droite libanaise, chrétienne ou musulmane, les Syriens pour qui la tactique militaire prime, et les Israéliens qui n'acceptent pas que le rapport de force au Liban bascule à gauche. Le grand danger qui guette la gauche libano-palestinienne serait celui d'être sacrifié au profit d'une restauration « authentiquement libanaise » sous la bienveillance de Damas, qui éviterait ainsi une intervention israélienne, déconseillée, dans ces conditions, par Washington.

Ce danger existe, le dernier accord de cessez-le-feu en était une première illustration.

Jean JULLIEN ■

(1) OACL : Organisation de l'action communiste libanaise.

cinéma

L'Olivier

L'Olivier, film réalisé par le groupe cinéma de Vincennes, a voulu viser particulièrement une opinion occidentale jusqu'à perméable aux thèses sionistes. Le film s'ouvre d'ailleurs sur la façon dont les télévisions européennes ont retransmis en 1972 l'attentat de « Septembre noir » aux jeux Olympiques de Munich : les projecteurs étaient systématiquement braqués sur le côté sensationnel de l'événement sans qu'un seul mot soit dit sur la cause du drame.

Le sous-titre du film, *Qui sont les Palestiniens ?*, explicite bien le propos du collectif des réalisateurs qui, sans aménité mais en prenant parti, a voulu évoquer en une fresque saisissante la permanence de la lutte du peuple palestinien : de la grève de 1936 contre l'occupant anglais à la participation à la guerre de 1973, en passant par la bataille de Karamé (1968), le passé est constamment présent dans le film, mais pour mieux éclairer la situation actuelle.

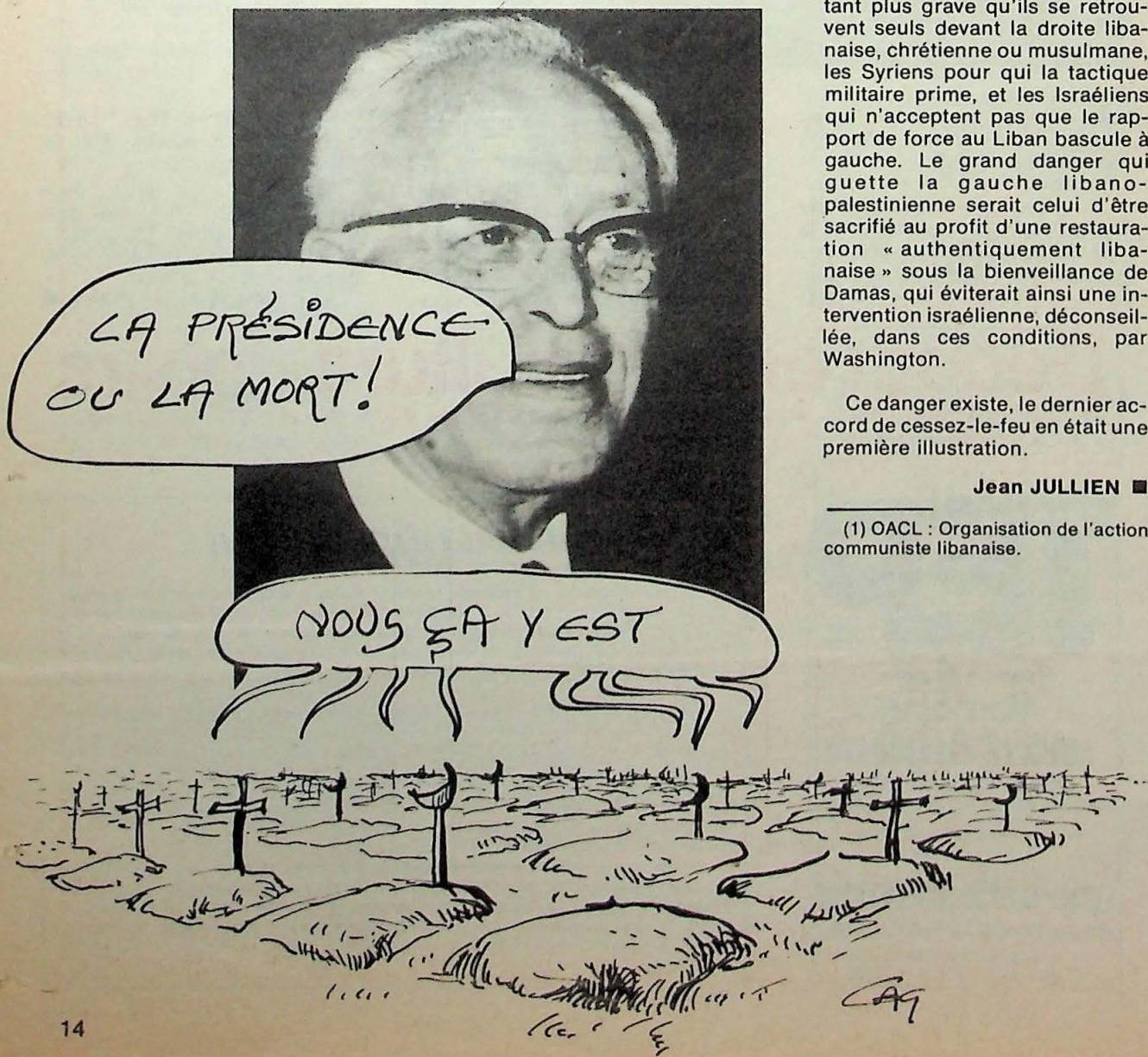
La grande force du film vient de là : une navette habile entre l'histoire et les situations concrètes du présent permet de mieux comprendre. La vieille grand-mère interviewée sous les oliviers, qui avait été chassée de sa terre, devient le symbole de l'exil de tout un peuple. Le sort du peuple palestinien, damné de l'histoire, victime de la répression et de l'exil, évoque irrésistiblement dans L'Olivier le destin des communautés juives qui n'ont pas été épargnées au cours des siècles. Et contre le sionisme, fausse solution au problème juif, qui donne des complexes à l'opinion occidentale, les réalisateurs sont allés chercher avec micros et caméras les témoins à charge. C'est Piet Nak, ouvrier éboueur hollandais et dirigeant de la seule grève (1941) organisée dans un pays occupé par les nazis contre la déportation des juifs, qui raconte comment il fut reçu en grande pompe en Israël et couvert de toutes les distinctions de l'Etat sioniste, et fut amené à renvoyer ses médailles quand il découvrit l'oppression des Palestiniens. C'est aussi, lors de la manifestation devant la Knesseth (Parlement israélien) contre l'occupation des territoires spoliés, la déclaration d'Israël Shahak, président de la Ligue des droits de l'homme israélienne, « Je suis antisioniste parce que juif ». La contestation en Israël contre un système qui a fait du peuple palestinien les « juifs des juifs » est concrètement saisie dans les propos d'un révolutionnaire israélien qui, parti d'un sionisme de gauche, en arrive à mettre en cause le sionisme tout entier. Enfin les Panthères noires revendiquent leur origine arabe pour dénoncer une oppression sioniste qui ne les épargne pas.

On le voit, l'acte d'accusation du sionisme est dressé, mais L'Olivier n'est pas un film de propagande. Refusant la facilité des idées toutes faites, c'est une œuvre qui invite à la réflexion. Pas de discours sur les possibilités, pour des communautés différentes, de vivre ensemble. Des témoignages sur le vif saisis à Saint-Jean-d'Acre, où cohabitent arabes et juifs, pour poser concrètement à ce propos des problèmes sociaux, voire les clivages de classe. Et même sur la perspective de la Palestine laïque et démocratique, le film ne cache pas la façon quelque peu naïve dont elle est envisagée par les exilés du Liban où un jeune lionceau déclare « mon pays, c'est de l'or ». C'est un peu « la terre où coule le lait et le miel » dont parle la Bible alors qu'on sait bien que cette perspective juste nécessitera des étapes.

Le film n'entre pas dans le débat des différentes organisations palestiniennes. L'Olivier voulait poser : les Palestiniens n'ont pas le tort d'exister, ils sont là et leur existence est toujours incarnée dans la lutte.

Au PSU, nous nous sentons particulièrement concernés par ce film. L'esprit de la résolution sur la Palestine de notre dernier Conseil national semble avoir trouvé son expression cinématographique. Ce n'est pas le seul intérêt du film, bien sûr, ce n'est pas non plus le moindre.

Alain TLEMCEN ■



arvel

Association Arvel 12 A boulevard des Brotteaux 69006 Lyon - Tél. 52.56.48

été 1976

Au service des familles et des jeunes

Depuis 6 ans ARVEL propose à ses adhérents des séjours et voyages dans une gamme de pays qui s'étend chaque année... Les prix qu'elle pratique augmentent moins vite que le coût de la vie ; ne vous étonnez pas de leur modération : sachez qu'ARVEL est une association à but réellement non lucratif, qu'elle est ennemie du perfectionnisme qui conduit à faire payer 2 ou 300 F de supplément pour éviter de marcher 100 m de l'hôtel à la plage, qu'elle refuse toute politique de prestige (pensez... son

catalogue n'est même pas en couleurs !) que ses partenaires sont parfois d'autres associations, des petites auberges, ou même des pêcheurs yougoslaves.

Avec quel autre organisme de voyages peut-on passer 2 semaines à l'étranger, en août par exemple, pour 530 F ? Qui, à part ARVEL, consent des réductions pour enfants pouvant atteindre 50 % ? Et encore 10 % de plus à toute famille qui a payé moins de 700 F d'impôts.

Et pourtant ARVEL vit depuis 6 ans...

yougoslavie

Deux formules sont proposées :

- « rendez-vous au village » des villages de pêcheurs que vous rejoignez par vos propres moyens. Vous ne payez que le séjour. Logement en hôtel, en auberge... ou chez l'habitant. Depuis 270 F par semaine.

- « avion compris ». L'île de KRK reçoit familles et jeunes. Départs de Lyon et de Paris. Depuis 1 000 F pour 2 semaines, tout compris !

tunisie

4 formules :

- « super-charter » : 1 vol aller et retour, quelques nuits d'hôtel et des semaines libres.

- séjour à Nabeul, voyage, avion, pension complète, depuis 1 080 F pour 2 semaines.

- festival de Tabarka... pour que vos vacances soient une fête (depuis 950 F).

- circuit « Djerba comprise » depuis 1 670 F.

autriche

« Rendez-vous au village » : Maria-Alm. Depuis 300 F par semaine.

france

- randonnées pédestres en Ardèche.

- équitation en Provence (initiation).

italie

Un hôtel près de Venise. Depuis 210 F par semaine.

la vie africaine

Délaissant les palaces interna-

tionaux incolores et inodores, vivez la vie africaine, par petits groupes, au Sénégal ou au Kenya.

mexique

Nous vous proposons une gamme complète de voyages : des transports seuls depuis 1 980 F, aux circuits personnalisés. Et cette année... on arrive dans une ville et on repart d'une autre.

bali

Un peu loin pour être vraiment bon marché... enfin si vous avez 4 100 F...

expéditions

Ça c'est pour les courageux qui veulent bien partir de France en

car ou minibus jusqu'en Grèce (1 490 F) au Maroc (1 300 F) ou en Laponie (1 750 F), en Algérie (1 290 F) ou même au Guatemala (3 950 F) ou en Afghanistan (3 750 F). On campe, on autogère le budget, on découvre Météora, l'accueil du peuple algérien, les campements berbères d'Aguelmane, le soleil de minuit, les Tzotziles et les Tzelzales.

et aussi

Java, le Pérou, l'Egypte, l'Inde. Et encore...

demandez

Le catalogue complet à ARVEL, 12 A, Bd des Brotteaux - 69006 LYON - Tél. (78) 52.56.48.

Les secrets de polichinelle de l'armée

Opération promotion

D'un côté, les fanfaronnades de Bigeard : « tout va bien », « les p'tits gars sont formidables », c'est le côté jardin. De l'autre, côté cour, on s'inquiète : « rien ne va plus », « les p'tits gars en ont ras le bol », « les Français s'en foutent », bref « l'armée va à vau-l'eau ». Un récent sondage éclaire ces inquiétudes : la grande majorité des conscrits pensent que leur séjour à l'armée ne leur apporte rien, sinon l'ennui, le chômage masqué, le statut d'exception et une hiérarchie tatillonne. Joli programme ! L'armée ne forme plus les « hommes » d'antan...

Quant à l'opération « complot international », les Portugais - Hollandais - Français - à - la - mitraille - entre - les dents, elle a fait long feu. Le public (puisqu'il s'agit d'un spectacle) n'a pas marché. Pire, les metteurs en scène ont reçu quelques tomates.

Alors on va employer de grands, mais plus subtils, moyens. Le ministère de la Défense, n'ayant plus rien d'autre à défendre que son armée, a donc décidé de lancer une grande opération promotion. Une série de manifestations « ayant pour but de mieux faire connaître aux Français leurs armées et de les informer sur les problèmes de défense » est en préparation.

A ce que nous avons réussi à savoir, l'opération aura lieu dans la première quinzaine de juillet à Paris et en province. Le programme des festivités n'est pas encore totalement établi mais, déjà, on prépare fébrilement des journées aériennes avec démonstration en vol et présentation au sol, des expositions de matériels

de l'armée de terre à Paris, une revue navale le 11 juillet sur la côte méditerranéenne avec (noblesse oblige) présence du chef de l'Etat, campagnes d'affiches sur des thèmes analogues, style **Les routiers sont sympas ou La vitesse c'est dépassé**. Des entreprises extérieures sont contac-

tées : il est dit, dans la circulaire 00737 destinée à la 2^e division, qu'il faut « **prendre contact avec des firmes spécialisées pour leur poser la question avec engagement de discrétion** ». Trop tard ! Voici leur nom : Ray Guerin, Publicis, Relation et conjoncture.

On prévoit aussi des flashes en circuit cinéma ou télévision, mais l'affaire sera réglée avec Mediavision et la RPF. A cette grande sauterie, sont invités tous les organismes et institutions. Le comité des fêtes de la ville de Paris est déjà sur la liste et se servira des manifestations des Tuileries pour apporter, lui aussi, sa petite pierre à l'édifice. Quant à la télévision, on lui réserve un traitement particulier. L'adjoint de M. Jullian, directeur d'Antenne 2, a dû se montrer particulièrement coulant, puisqu'il se propose de monter une caravane qui « **regarderait passer le tour de France... dans ce cadre, des officiers de chaque région seraient invités et mention serait faite des caractéristiques de la région du point de vue militaire** » (circulaire n° 00994 à l'attention du général Bourdis - voir fac similé).

Le chef du service d'information trouve l'idée intéressante. A tel point que, rusé, il s'enthousiasme : « **elle (cette idée) permettrait de parler tous les jours des armées sur Antenne 2 et, si l'on s'y prend bien, nous pourrions y glisser tous les thèmes que nous avons projetés de faire passer dans l'opinion** ». Ah ! l'indépendance de la télé !

Tout cela, en fin de compte, nous réjouit. D'abord parce que maintenant le « truc » est public. Ensuite, parce que ce genre d'opération « rétro » fait rire. Enfin, parce qu'ils nous donnent des idées pour nous occuper en cette première quinzaine de juillet. Cette fois-ci, les chiens qui aboient sont dans la caravane. Elle ne passera pas.

Maurice NAJMAN ■

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

CABINET DU MINISTRE

SERVICE D'INFORMATION ET DE RELATIONS PUBLIQUES DES ARMÉES

Paris, le

N° 00994 DEF/CAB/SIRPA/CS

F I C H E

à l'attention.

de Monsieur le Général BOURDIS

J'ai déjeuné à midi avec Monsieur QUOIREZ qui est l'adjoint de Monsieur JULLIAN à ANTENNE 2.

Il m'a proposé de renouveler l'opération que nous avons menée pour la semaine de la Neige à BRIANCON il y a quelques jours au moment du Tour de FRANCE.

La Société T.F. 1. ayant le monopole du suivi proprement dit, ANTENNE 2 se propose de monter une petite caravane qui regarderait passer le tour de France à chaque étape au cours d'une émission dans laquelle assisterait tout ce qui compte dans la région, et où l'on décrirait les principales activités régionales.

Dans ce cadre des Officiers de chaque région traversée seraient invités et mention serait faite des caractéristiques de la région du point de vue militaire.

On pourrait même y présenter quelques petits reportages.

Je trouve cette idée très intéressante car elle entre parfaitement dans la perspective de la Présentation des Armées pour la première quinzaine de juillet.

Elle permettrait de parler tous les jours des Armées sur ANTENNE 2 et si l'on s'y prend bien nous pourrions y glisser tous les thèmes que nous avons projeté de faire passer dans l'opinion.

23 députés danois sur 180 avec les soldats français

« En France, plusieurs dizaines de soldats et de militants viennent d'être inculpés « **d'entreprise de démoralisation de l'armée** » et sont déjà déférés devant la Cour de sûreté de l'Etat, juridiction d'exception ; ils encourent des peines de 5 à 10 ans de prison. Le pouvoir veut ainsi interdire l'exercice des droits démocratiques à l'armée et s'attaque, par là même, à l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique comme le montrent ses récentes déclarations. Des locaux d'organisations syndicales et politiques ont été perquisitionnés, des militants arrêtés et la plupart d'entre eux inculpés et emprisonnés. »

Les signataires de cet appel (4 membres du parti socialiste de gauche (VS), 9 membres du parti socialiste populaire (SF), 10 membres du parti socialiste démocrate) (1) demandent la cessation des poursuites engagées, la levée de toutes les inculpations et la libération immédiate des emprisonnés. Ils apportent leur soutien à tous les soldats qui luttent pour la reconnaissance de leurs droits démocratiques, notamment le droit d'association au sein de l'armée.

(1) Le parti radical de gauche et le PC ont refusé de signer cet appel diffusé à l'initiative de nos camarades de la VS.

libérons les libérables

Notre camarade Bernard Rémy, condamné à 18 mois de prison pour refus d'obéissance après 3 mois de classe à Rochefort, est libérable le 31 mars prochain à Metz où il a été récemment transféré.

Son emprisonnement n'a pu étouffer sa voix qui a fait largement connaître son étude sur l'Homme des casernes ? Un second procès, éventualité scandaleuse que nous ne pouvons complètement écarter après la ré-inculpation de Bruno Simon (voir TS n° 693), aurait un retentissement plus grand encore que le premier.

Etonnante déclaration d'un général au père de Bruno Simon : « Si les insoumis ne faisaient pas 22 mois au moins, trop d'appelés préféreraient la prison à la caserne ! ». A rapprocher de la récente injonction du commissaire du gouvernement aux TPFA de Paris : « Colmatez la brèche sinon ce sera le flot. »

La hiérarchie militaire n'a vraiment pas le moral et il y a de quoi. La condamnation des TPFA a été reprise par toutes les organisations de gauche et les syndicats ouvriers au dernier meeting de la Bourse du Travail. Et le gouvernement qui osa inculper les appelés et les syndicalistes favorables au droit d'association dans

l'armée se retrouve électoralement minoritaire.

Mais une bête blessée mord encore ; aussi, le 31 mars au matin à Metz, une délégation viendra-t-elle assister à la levée d'érou de Bernard Rémy. Non seulement pour faire la halle à celui-ci qui a si bien su montrer la nécessaire convergence du mouvement interne et externe de résistance à la militarisation, mais encore pour affirmer la détermination de tous de ne pas voir traîner les dernières formalités préalables à la libération définitive de notre camarade.

PHILIPPE IVERNEL ■

Arrestation à Brest

Yvon GAC, marin à Brest, vient d'être arrêté, et mis aux arrêts pour 60 jours. Il est accusé d'avoir aidé à la diffusion du bulletin Le Tonnerre de Brest.

Le comité local pour la libération des soldats et militants emprisonnés a organisé jeudi 18 une manifestation de rue, tandis que le SNI prenait position et apportait son soutien à Yvon Gac. Instituteur dans le civil.